|  |  |
| --- | --- |
| **Groupe consultatif pour le développement des télécommunications (GCDT)****25ème réunion, Genève, 2-5 juin 2020** | C:\Users\comas\AppData\Local\Temp\Rar$DRa0.735\jpg\ITU official logo_blue_RGB.jpg |
|  |  |
|  | **Document** **TDAG-20/****2-F** |
|  | **2 mars 2020** |
|  | **Original:** **anglais** |
| Directrice du Bureau de développement des télécommunications |
| RAPPORT D'ACTIVITÉ DE 2019 SUR LA MISE EN OEUVRE DU PLAN D'ACTION DE BUENOS AIRES |
|  |
| **Résumé:**En 2019, le BDT s'est engagé sur la voie du changement afin de créer un Bureau qui travaille de manière plus efficace et qui puisse évoluer aussi vite que l'environnement du développement qu'il a pour mission de servir, un Bureau qui réponde efficacement aux besoins des États Membres et des Membres de Secteur, et un Bureau qui puisse attester, par des éléments concrets, des résultats obtenus: un BDT qui soit "en adéquation avec sa mission". À l'issue de nombreuses consultations internes, le BDT a adopté des méthodes de travail nouvelles et innovantes, qui jettent les bases de la mise en œuvre efficace du [Plan d'action de Buenos Aires](https://www.itu.int/en/ITU-D/Conferences/WTDC/WTDC17/Documents/WTDC17_final_report_en.pdf). Le présent rapport contient certains des principaux résultats obtenus en 2019 pour chaque priorité thématique, à mesure que des progrès sont accomplis en vue de mettre en œuvre le Plan d'action de Buenos Aires.**Suite à donner:**Le GCDT est invité à examiner le présent rapport et à fournir les indications qu'il jugera utiles.**Référence:**Plan d'action de Buenos Aires (CMDT-17) |

Introduction

En 2019, le BDT s'est engagé sur la voie du changement afin de créer un Bureau qui puisse évoluer aussi vite que l'environnement qu'il a pour mission de servir, qui réponde efficacement aux besoins des États Membres et des Membres de Secteur, et qui travaille de manière plus efficace, en attestant des résultats obtenus par des éléments concrets: un BDT qui soit "en adéquation avec sa mission". À l'issue de nombreuses consultations internes, le BDT a adopté des méthodes de travail nouvelles et innovantes, qui jettent les bases de la mise en œuvre efficace et dans les délais du [Plan d'action de Buenos Aires](https://www.itu.int/en/ITU-D/Conferences/WTDC/WTDC17/Documents/WTDC17_final_report_en.pdf).

La transformation du BDT est un processus consultatif participatif et ouvert qui repose pour beaucoup sur les retours d'information et les échanges avec les États Membres et les Membres de Secteur. Ce processus de consultation a contribué à organiser les priorités et les objectifs afin que le BDT soit plus réactif, tout en produisant plus de résultats.

Le BDT suit une approche axée sur l'humain afin de parvenir à la transformation numérique grâce à une connectivité efficace, l'accent étant mis sur le fait d'écouter les personnes à qui le BDT s'adresse, ce qui permet de mieux évaluer ce dont ils ont besoin pour améliorer leur quotidien. Le BDT veut offrir des services qui sont véritablement utiles aux personnes visées.

À cette fin, le BDT a adopté une approche par regroupement. De cette manière, et conformément aux programmes définis dans le Plan d'action de Buenos Aires, le BDT pourra se concentrer sur les priorités thématiques et, en conséquence, produire plus de résultats en faveur du développement des TIC, tout en facilitant la coordination et la synergie entre les principaux programmes, projets et initiatives.

De plus, la structuration du programme de travail autour des priorités thématiques permettra d'être encore plus efficace dans les domaines suivants:

– la réalisation des buts et objectifs définis par la CMDT-17;

– la mise en œuvre du programme Connect 2030;

– la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Afin de garantir une mise en œuvre efficace et rationnelle de son programme de travail, le Bureau a élargi son approche en matière de gestion axée sur les résultats, mise en œuvre depuis 2006, afin de tenir compte des phases de planification et de mise en œuvre. À cette fin, le BDT a élaboré des théories du changement exhaustives pour chaque priorité thématique, qui permettront de guider la mise en œuvre du programme de travail et serviront d'outil pour suivre les progrès accomplis en vue de parvenir à une connectivité efficace.

Le BDT a fait des progrès considérables et a élaboré un cadre exhaustif de gestion axée sur les résultats, qui comprend tous les éléments constitutifs des diverses théories du changement suivants:

i) Des chemins d'impact, qui permettent d'assurer le suivi des axes de travail des activités thématiques, afin de recenser les produits fournis, les destinataires cibles effectifs, l'évolution des capacités des populations destinataires, et les changements de comportement qui en résultent, pour une plus grande efficacité.

ii) La formulation d'hypothèses et de risques opérationnelssous-jacents, afin de surveiller les cas où la réalisation de progrès est freinée ou empêchée et, sur la base des informations obtenues, de tirer des enseignements et de corriger en temps voulu les premières hypothèses de planification concernant le programme de travail, l'objectif étant de remettre le programme sur les rails.

iii) Des indicateurs fondamentaux de performance SMART, qui fournissent les outils qualitatifs ou quantitatifs pour mesurer et enregistrer en continu les progrès accomplis en vue de la réalisation des objectifs thématiques fixés à moyen terme et à long terme.

En adoptant cette approche en matière de gestion axée sur les résultats, le BDT met à nouveau l'accent sur l'établissement de partenariats avec un large éventail de parties prenantes, y compris avec d'autres institutions des Nations Unies et d'autres organismes de financement, ainsi qu'avec des États Membres et des Membres de Secteur, afin de réduire les risques tout en élargissant la portée de ses actions, pour plus d'efficacité, dans la lignée des chemins d'impact. Grâce à un tel cadre exhaustif de gestion axée sur les résultats, le BDT pourra améliorer sensiblement ses services et montrer que ses actions produisent des effets concrets et créent de la valeur, en améliorant le quotidien des personnes.

Le présent rapport contient certains des principaux résultats obtenus en 2019 pour chaque priorité thématique, à mesure que des progrès sont accomplis en vue de mettre en œuvre le Plan d'action de Buenos Aires.

Dans ce contexte, le BDT continuera, en 2020, de concentrer ses efforts sur les priorités thématiques énoncées dans le Plan d'Action de Buenos Aires, afin de produire des effets durables et d'avancer sur la voie de la transformation numérique pour tous en 2020 et au-delà. De plus, 2020 offrira l'occasion de mettre à profit l'adoption des nouvelles technologies, mais aussi d'améliorer et d'élargir les méthodologies existantes et d'en inspirer d'autres grâce à l'échange de bonnes pratiques.

RAPPORT D'ACTIVITÉ DE 2019

# 1 Renforcement des capacités – Édifier une société maîtrisant le numérique

## 1.1 Nouvelle version du portail de l'Académie de l'UIT

Une nouvelle version du [portail de l'Académie de l'UIT](https://academy.itu.int/) a été conçue afin d'offrir aux utilisateurs un accès plus sûr et plus convivial aux activités, aux cours et aux ateliers de renforcement des capacités organisés par l'UIT dans le domaine des technologies de l'information et de la communication, ainsi que du développement numérique. Le catalogue des programmes de formation comprend des programmes généraux destinés aux décideurs et régulateurs du secteur public, des programmes de formation professionnelle en gestion à l'intention des hauts responsables et des cadres supérieurs du secteur des TIC, des programmes spécialisés pour le personnel technique et d'exploitation ainsi que des programmes universitaires reconnus. Le portail de l'Académie de l'UIT est également devenu un outil au service de l'inclusion numérique, grâce à l'élargissement de l'offre en matière de formation, qui comprend aujourd'hui l'accessibilité des TIC ainsi que des cours de formation destinés aux communautés autochtones et marginalisées.

Le portail de l'Académie de l'UIT a enregistré 2 000 nouveaux utilisateurs en 2019, pour un total de plus de 10 200 utilisateurs, tandis que 61 pays du monde entier ont déjà recours à cette plate‑forme.

## 1.2 Réseau de Centres d'excellence

En janvier 2019, un nouveau cycle du programme concernant le réseau de Centres d'excellence de l'UIT a débuté. Au total, 29 établissements dans le monde ont été sélectionnés en tant que Centres d'excellence de l'UIT durant cette nouvelle période, qui s'achèvera en décembre 2022. À l'issue de la première série de réunions des commissions de direction, les Centres d'excellence ont dispensé des formations dans 15 domaines prioritaires, portant sur des thèmes tels que le large bande hertzien et fixe, la cybersécurité, l'économie numérique, l'Internet des objets (IoT), la gestion du spectre, l'innovation et l'entrepreneuriat, et les politiques et la réglementation. En 2019, durant la première année d'exercice, plus de 90 cours de formation aboutissant à une certification ont été dispensés à plus de 2 100 participants dans le monde.

## 1.3 Deuxième réunion des partenaires universitaires de l'UIT

La deuxième [réunion](https://www.itu.int/en/ITU-D/Capacity-Building/Pages/events/2019/academia2019.aspx) des partenaires universitaires de l'UIT s'est tenue en décembre 2019 à Atlanta, en Géorgie (États-Unis d'Amérique), sur le thème "Acquérir des compétences pour l'ère numérique". Elle a rassemblé des représentants d'universités et d'établissements d'enseignement supérieur du monde entier qui s'intéressent aux technologies numériques.

Lors des débats, les participants ont souligné la nécessité pour les universités d'offrir davantage de nouveaux cours de formation, en accélérant les processus de prise de décision et en allégeant la bureaucratie, en particulier dans les établissements universitaires publics qui sont financés par l'État. Les discussions et les conclusions tirées au terme de cette réunion de deux jours ont offert des pistes de réflexion sur le rôle des universités dans l'économie numérique et sur la manière dont les partenariats avec des organisations telles que l'UIT peuvent renforcer davantage le rôle joué par les universités. Les participants ont encouragé l'UIT à envisager de créer des groupes de réflexion au niveau régional ou mondial, sous la houlette d'établissements universitaires, et d'offrir plus de possibilités aux universités d'assumer un rôle consultatif dans le cadre de certaines activités de l'UIT.

## 1.4 Initiative sur les centres de transformation numérique

La première phase de l'initiative sur les centres de transformation numérique (*Autonomiser les communautés, réduire l'écart en matière de compétences numériques*) a été lancée en partenariat avec Cisco. Ce nouveau réseau mondial de centres permettra d'accélérer l'adoption des technologies par les citoyens et de donner les moyens aux jeunes entrepreneurs et aux PME de s'engager sur la voie du succès. Ce projet axé sur l'humain donnera un coup d'accélérateur à la transformation numérique et pénètrera au cœur même des communautés, afin de doter les populations des compétences numériques dont elles ont besoin pour réussir. L'UIT et Cisco sont les partenaires fondateurs de cette initiative et invitent d'autres partenaires à les rejoindre en vue de contribuer à réduire l'écart en matière de compétences numériques.

## 1.5 Publication de 2019 "Digital Skills Insights" (Points de vue sur les compétences numériques)

Le troisième numéro de cette [publication](https://academy.itu.int/digital-skills-insights-2019) (anciennement connue sous le titre "Capacity Building in a Changing ICT Environment" – Renforcement des capacités dans un environnement des TIC en pleine évolution) a été publié en août et contient huit articles rédigés par des experts internationaux, qui portent un regard critique et analytique sur la question du développement des capacités et des compétences numériques. La première série d'articles offre un large tour d'horizon du débat sur les cadres de maîtrise des outils numériques, les nouvelles méthodes d'enseignement et d'apprentissage en vue des développements numériques, ainsi que les nouveaux concepts et les nouvelles initiatives en matière de renforcement des capacités à l'ère du numérique. La série d'articles suivants donnent des exemples concrets concernant les incidences des nouvelles technologies sur les disparités en matière de compétences et le renforcement des compétences dans certains pays en développement.

## 1.6 Campagne UIT-OIT sur les compétences numériques

L'UIT a continué de mener la [campagne sur les compétences numériques](https://www.itu.int/en/ITU-D/Digital-Inclusion/Youth-and-Children/Pages/Digital-Skills.aspx), qui avait été amorcée en 2016 comme l'une des huit priorités thématiques s'inscrivant dans le cadre de l'initiative mondiale pour l'emploi décent des jeunes, lancée par l'Organisation internationale du Travail (OIT). Cette campagne vise à doter les jeunes femmes et les jeunes hommes de compétences recherchées pour les emplois numériques actuels et futurs. En 2019, la campagne avait bénéficié d'engagements en vue de former plus de 15 millions de jeunes, afin qu'ils puissent acquérir des compétences numériques adaptées et utilisables en milieu professionnel d'ici à 2030 – soit plus de trois fois l'objectif de départ fixé à 5 millions de personnes.

## 1.7 Renforcement des capacités au niveau national

Une formation aboutissant à une certification a été dispensée au Gouvernement de l'Érythrée sur les technologies avancées, l'itinérance et l'argent mobile.

Une assistance ciblée a été fournie au Burundi, dont deux ressortissants ont été formés au Centre d'excellence de l'UIT à Yaoundé (Cameroun) sur le large bande et à Kampala (Ouganda) sur les cyberexercices. Une assistance a aussi été fournie au Kyrghizistan.

## 1.8 Renforcement des capacités au niveau régional

Des pays de la région des États arabes ont bénéficié d'une formation sur les communications par satellite (organisée conjointement avec l'ITSO), sur la 5G (organisée conjointement avec la GSMA) et sur la gouvernance de l'Internet (organisée conjointement avec l'ICANN, l'ISOC, le RIPE NCC et la Fondation Diplo).

Le programme sur les politiques numériques en vue de sensibiliser de nouveau les responsables gouvernementaux à l'utilisation des TIC dans les Caraïbes a fourni aux fonctionnaires des orientations en vue de prendre des décisions sur les aspects politiques, législatifs et réglementaires.

|  |
| --- |
| INITIATIVES RÉGIONALESAfrique: Renforcement des capacités humaines et institutionnelles• 532 jeunes filles ont appris à coder lors d'une série d'ateliers organisés dans le cadre de l'initiative "Les jeunes Africaines savent coder".• Le programme UIT-OIT visant à stimuler la création d'emplois décents et à renforcer les compétences numériques en faveur des jeunes dans l'économie numérique africaine a été élaboré par et pour les jeunes en Afrique. |

# 2 Cybersécurité – Créer un cyberespace sûr pour tous

## 2.1 Indice mondial de cybersécurité (GCI) de l'UIT

Le troisième [Indice mondial de cybersécurité](https://www.itu.int/en/ITU-D/Cybersecurity/Pages/global-cybersecurity-index.aspx) (GCI) de l'UIT montre que des progrès ont été accomplis dans le monde afin de s'engager en faveur de la cybersécurité. Un nombre croissant de pays ont des stratégies nationales en matière de cybersécurité, des plans ou des politiques applicables à l'échelle nationale, des équipes d'intervention, ainsi qu'une législation propre à lutter contre les menaces. Dans le même temps, un écart subsiste entre les régions. De plus, il existe un fossé entre de nombreux pays s'agissant des connaissances, notamment concernant la législation sur la cybercriminalité, les stratégies nationales en matière de cybersécurité, les équipes d'intervention en cas d'urgence informatique (CERT), la sensibilisation et le renforcement des capacités afin de diffuser à grande échelle les stratégies, ainsi que les capacités et les programmes dans le domaine de la cybersécurité.

La quatrième version de l'enquête sur l'Indice mondial de cybersécurité, dont le questionnaire et la méthodologie ont été perfectionnés, a été présentée.

## 2.2 Protection en ligne des enfants (COP)

Un groupe de travail multi-parties prenantes composé de plus de 50 organisations et experts a entamé l'examen des [Lignes directrices sur la protection en ligne des enfants](https://www.itu.int/en/cop/Pages/guidelines.aspx), qui ont été publiées pour la première fois en 2009.

En 2019, des efforts considérables ont été déployés au niveau régional afin de régler les problèmes de sécurité en ligne des enfants. En Afrique, un débat s'est amorcé au Kenya, au Malawi, au Rwanda et au Tchad concernant la mise en œuvre de cadres stratégiques au niveau national. En particulier, le Forum régional sur la protection en ligne des enfants, organisé au Ghana, a porté sur plusieurs questions liées à la protection en ligne des enfants en Afrique et rassemblé un large éventail d'experts en vue d'examiner des solutions et les mesures qui pourraient être prises. À l'issue du forum, le Bureau régional de l'UIT pour l'Afrique a été appelé à coordonner, à l'échelle de l'Afrique, la célébration de la Journée pour un Internet plus sûr en Afrique. Dans la région Asie-Pacifique, une assistance a été fournie pour l'élaboration du cadre régional ASEAN sur la protection en ligne des enfants, en coordination avec d'autres partenaires, tels que TELSOM/TELMIN. Ce cadre régional s'inspire des lignes directrices sur la protection en ligne des enfants. D'autres activités ont été organisées en Europe, dans le cadre de l'initiative régionale visant à renforcer la confiance dans l'utilisation des TIC.

Le [Groupe de travail du Conseil de l'UIT](https://www.itu.int/en/council/cwg-cop/Pages/default.aspx) sur la protection en ligne des enfants continue de se réunir deux fois par an. Il offre la possibilité à toutes les parties prenantes concernées – allant des gouvernements et des organisations internationales et intergouvernementales, aux entreprises et à la société civile – d'étudier, d'examiner et d'élaborer des mesures et des stratégies, et d'en débattre, afin d'assurer une meilleure protection en ligne des enfants.

Pour compléter et renforcer les travaux ayant trait aux lignes directrices relatives à la protection en ligne des enfants et au programme de travail actuel, l'UIT assure également le secrétariat de la Commission "Le large bande au service du développement durable". Cette commission a été créée il y a près de 10 ans, sous la houlette des Nations Unies, dans le souci de contribuer à faire rapidement des technologies un vecteur de développement mondial. Des groupes de travail spécialisés concentrent leurs efforts sur des questions urgentes. Le Groupe de travail sur la sécurité en ligne des enfants, dirigé par la Fondation World Childhood et par Zain, a publié son [rapport](https://www.broadbandcommission.org/Documents/working-groups/ChildOnlineSafety_Declaration.pdf) exhaustif en octobre 2019 à New York. Les lignes directrices relatives à la protection en ligne des enfants ont été incluses en tant que référence et ont servi de fondement à la mise en œuvre des recommandations formulées dans le rapport.

## 2.3 Interventions en cas d'incident

– Quatre projets visant à créer des équipes d'intervention en cas d'incident informatique (CIRT) ont été amorcés au Botswana, au Burundi, en Gambie et au Malawi, et sont encore en cours de mise en œuvre. Au Kenya, l'équipe CIRT existante est en cours de consolidation (achèvement prévu en 2020).

– Dans le cadre du projet "*Mise en œuvre de services CIRT et des capacités connexes*", l'État de Palestine a bénéficié d'une assistance dans la mise en place et le déploiement des capacités techniques et des formations associées concernant les activités d'une équipe CIRT.

–Les Kiribati et les îles Salomon ont bénéficié d'une assistance afin d'élaborer leur stratégie nationale en matière de cybersécurité. En Papouasie-Nouvelle-Guinée et à Vanuatu, les capacités des équipes CIRT ont été renforcées dans le cadre du [projet UIT-DoCA](https://www.itu.int/net4/ITU-D/CDS/projects/display.asp?ProjectNo=9RAS18061).

## 2.4 Renforcement des capacités

– Un cyberexercice interrégional (Communauté des États indépendants (CEI) et région Asie‑Pacifique) a été organisé en Malaisie.

– Un cyberexercice pour la région Afrique a été organisé en Ouganda.

– Un cyberexercice pour la région des États arabes a été organisé à Oman afin de garantir un effort collectif constant dans la lutte contre les cybermenaces entre les équipes nationales d'intervention en cas d'incident informatique.

– Un cyberexercice pour la région Europe a été organisé en Roumanie dans le contexte de la présidence roumaine de l'Union européenne en 2019.

– À l'invitation de la Présidence du G20, l'UIT est convenue d'œuvrer en tant que partenaire pour le partage des connaissances dans le cadre du volet prioritaire sur la sécurité dans l'économie numérique du Groupe spécial du G20 sur l'économie numérique.

## 2.5 Stratégies nationales en matière de cybersécurité

Des pays de toutes les régions se sont inspirés du [Guide d'élaboration d'une stratégie nationale en matière de cybersécurité de l'UIT](https://www.itu.int/en/ITU-D/Cybersecurity/Pages/cybersecurity-national-strategies.aspx), qui constitue un guide des bonnes pratiques. En particulier:

– Un atelier régional a été organisé par le Ministère de l'informatique et l'agence de la cybersécurité de l'Indonésie à Jakarta, sur les stratégies en matière de cybersécurité. Le dernier jour de l'atelier, les participants ont débattu du règlement général sur la protection des données.

– Un atelier régional, organisé par la Macédoine du Nord, visait à améliorer les stratégies nationales en faveur de cinq États de la région des Balkans.

– Un atelier régional a été organisé en Tunisie dans le but d'améliorer les stratégies nationales de pays des régions Afrique et des États arabes. Vingt pays ont participé de manière active à cet atelier (avec environ 32% de participantes).

– Trois pays ont bénéficié d'une assistance directe afin d'élaborer et de réviser des stratégies nationales en matière de cybersécurité, en s'inspirant du guide.

|  |
| --- |
| INITIATIVES RÉGIONALESAfrique: Renforcement de la confiance et de la sécurité dans l'utilisation des télécommunications/technologies de l'information et de la communication• Des ateliers visant à évaluer l'état de préparation en vue de la création d'une équipe CIRT ont été organisés au Libéria et au Tchad.• En Gambie, les parties prenantes nationales de l'équipe CIRT ont bénéficié d'une formation concernant ses activités.• En partenariat avec le cabinet de conseils en matière de risques Deloitte, un examen de l'environnement de la cybersécurité en Côte d'Ivoire a été réalisé, y compris des résultats concernant l'Indice mondial de cybersécurité de l'UIT. Grâce à cet examen, le pays a pu recenser les initiatives relatives à la cybersécurité qu'il devra déployer en priorité pour améliorer sa stratégie en la matière.États arabes: Confiance et sécurité dans l'utilisation des télécommunications/TIC• Lors de la semaine régionale sur la cybersécurité organisée pour la région des États arabes, le Centre régional de cybersécurité de l'UIT pour la région des États arabes (UIT‑ARCC) a encouragé l'échange d'informations et le renforcement des capacités dans le domaine de la cybersécurité. Cette manifestation a offert un cadre à des hauts responsables dans le domaine des TIC et de la cybersécurité issus de la région pour rencontrer les principales parties prenantes et débattre des menaces, des progrès accomplis, des perspectives et des défis que pose la cybersécurité.• Le Soudan a bénéficié d'une assistance technique et du renforcement de ses capacités, en vue d'améliorer sa stratégie en matière de protection de l'infrastructure informatique essentielle.Europe: Renforcer la confiance dans l'utilisation des TIC• La semaine de la cybersécurité organisée en Moldavie s'est tenue à Chisinau avec l'appui de l'UIT. Cette manifestation a offert des possibilités de nouer des contacts ainsi qu'une plate-forme où échanger des idées, débattre et collaborer en vue de promouvoir, grâce à l'innovation, des stratégies et des solutions en matière de cybersécurité à l'échelle mondiale.• La manifestation "Cyber Shield" de 2019 s'est tenue à Ankara (Turquie) avec l'appui de l'UIT. Elle a offert une occasion unique de participer à de nombreuses activités techniques dans le domaine de la cybersécurité. Les principaux objectifs étaient d'augmenter les capacités d'intervention et les niveaux de préparation en cas d'incident, d'approfondir la compréhension mutuelle des cyberrisques et de leurs effets, et de garantir un effort collectif constant entre les acteurs de la cybersécurité dans le monde, en particulier les équipes CERT, afin de faire face aux cybermenaces.• Des progrès ont été accomplis dans le domaine de la protection en ligne des enfants: une conférence internationale organisée pour l'Europe sur la manière d'assurer la sécurité en ligne des enfants et des adolescents a été organisée conjointement à Varsovie (Pologne); une étude régionale sur les stratégies nationales en vue d'assurer la sécurité en ligne des adolescents et des enfants a été rédigée pour examen et soumise à la consultation des pays; et une assistance a été fournie à la Géorgie et à l'Ukraine dans l'élaboration d'une stratégie nationale sur la protection en ligne des enfants. |
| **COMMISSIONS D'ÉTUDES**Commission d'études 2 de l'UIT-D (2018-2021) chargée de l'étude de la Question 3/2: Sécurisation des réseaux d'information et de communication: bonnes pratiques pour créer une culture de la cybersécurité.Commission d'études 17 de l'UIT-T: Sécurité. |

# 3 Inclusion numérique – Concevoir des politiques inclusives pour assurer l'égalité d'accès aux TIC

## 3.1 Programme "Internet for @ll"

Le programme d'accessibilité du web ["Internet for @ll"](https://www.itu.int/en/ITU-D/Digital-Inclusion/Persons-with-Disabilities/Pages/Internet-for-%40ll.aspx) a été mis en œuvre avec succès au Guyana, permettant ainsi de renforcer la capacité du pays à créer des contenus numériques accessibles, ainsi que la conception, le développement et la tenue à jour de sites web publics dans un format accessible.

## 3.2 Des TIC accessibles pour tous au niveau des régions

Des manifestations dédiées *aux TIC accessibles pour tous* ont été organisées en Équateur et à Malte. Durant ces deux manifestations, des séances d'échange de connaissances sur les aspects fondamentaux de l'accessibilité des TIC ont été proposées, l'objectif étant de développer et de renforcer les capacités régionales en matière d'accessibilité des TIC, pour ce qui est des thématiques, des définitions et des tendances, et de mieux faire connaître les ressources importantes que l'UIT met à disposition pour appuyer l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et de stratégies relatives à l'accessibilité des TIC, aux niveaux national et régional. Des décideurs et des parties prenantes à l'échelle régionale ont validé le perfectionnement de leurs connaissances et de leurs compétences dans le domaine de l'accessibilité des TIC et ont reçu un certificat à cet égard.

Dans le cadre de la préparation de ces deux manifestations, des concours ont été organisés au niveau des régions afin de créer et de mettre au point des applications TIC sur mobile pour aider les personnes handicapées.

## 3.3 Journée internationale des jeunes filles dans le secteur des TIC

Plus de 100 pays dans le monde ont célébré la [Journée internationale des jeunes filles dans le secteur des TIC](https://www.itu.int/fr/ITU-D/Digital-Inclusion/Women-and-Girls/Girls-in-ICT-Portal/Pages/Portal.aspx) en 2019. Pour la première fois, une célébration a été organisée à Addis-Abeba (Éthiopie), où l'UIT et l'Union africaine ont donné envie à des jeunes filles et à des jeunes femmes de faire des études et de poursuivre une carrière dans le secteur des TIC.

## 3.4 Initiative "Les jeunes Africaines savent coder"

Plus de 500 jeunes filles (532) ont participé à des ateliers consacrés au codage dans le cadre de l'initiative ["Les jeunes Africaines savent coder"](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/Africa/Pages/African-Girls-Can-Code.aspx), créée par l'UIT, l'Union africaine et ONU-Femmes et financée par l'UIT et l'Ambassade royale du Danemark en Éthiopie.

## 3.5 Initiative "Les jeunes Américaines savent coder"

Dans le cadre de l'initiative "[Les jeunes Américaines savent coder](https://www.youtube.com/watch?v=gkYUlpgasoo)", 300 jeunes filles ont appris à coder lors d'une série d'ateliers organisés avec l'appui des institutions et des organismes suivants: ONU-Femmes, Institut fédéral du Brésil, ANATEL, SERPRO, Municipalité de Campinas, Université de Brasilia, UNICEPLAC et Groupe Women from Brazil, entre autres.

## 3.6 Bourse EQUALS pour des entrepreneurs à la manifestation ITU Telecom World 2019

Vingt-quatre petites et moyennes entreprises (PME) dirigées par des femmes originaires de 14 pays en développement ont reçu des bourses, sur 140 demandes au total, afin de participer à la manifestation ITU Telecom World 2019 à Budapest (Hongrie). L'objectif était d'accroître la participation des femmes et d'appuyer l'entrepreneuriat féminin dans le secteur. Ces femmes, aux multiples talents, représentaient divers secteurs tels que la santé, l'éducation, le commerce électronique, la cybersécurité et les services informatiques. Cette expérience a donné plus de visibilité aux PME sélectionnées ainsi qu'aux pays en développement que ces entreprises représentaient, et a contribué à réduire la fracture numérique entre les hommes et les femmes. Cette initiative s'inscrivait dans le cadre du partenariat mondial EQUALS, qui vise à réduire la fracture numérique entre les hommes et les femmes[[1]](#footnote-1).

## 3.7 Prix "EQUALS in Tech"

La sixième édition des [prix EQUALS in Tech](https://www.equals.org/awards) (anciennement "Prix GEM-TECH"), décernés chaque année, a eu lieu en Allemagne, à l'occasion du Forum sur la gouvernance de l'Internet. Plus 200 candidatures de 68 pays ont été soumises par des parties prenantes du monde entier. Le Nigéria a présenté le plus de candidatures, suivi des États-Unis d'Amérique, de l'Argentine, du Pakistan et du Royaume-Uni.

Les prix EQUALS in Tech ont été décernés à cinq lauréats dans les catégories Accès, Compétences, Recherche et Responsabilités I et II parmi un groupe de 15 finalistes d'exception issus de 12 pays. La remise des prix a été organisée en partenariat avec l'Office fédéral suisse de la communication (OFCOM) et l'Internet Society, et a bénéficié du soutien de Inmarsat.

## 3.8 Kit pratique UIT-OMS sur l'écoute sans risque

Le [kit pratique sur l'écoute sans risque pour les dispositifs et les systèmes](https://www.itu.int/en/ITU-D/Digital-Inclusion/Pages/Digital_Inclusion_Resources/Strategies%2C%20policies%2C%20toolkits/Toolkit_safe_listening_devices/safe_listening.aspx) a été publié par l'UIT et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) afin d'appuyer la mise en œuvre de la norme mondiale OMS-UIT-T H.870, l'objectif étant de faire face à la progression de la perte des capacités auditives, en particulier chez les adolescents, ainsi qu'au danger que représente l'utilisation sans précaution de dispositifs. Ce kit fournit des orientations pratiques pour aider les pays, les partenaires du secteur, les entreprises et les groupes de la société civile.

## 3.9 Autonomisation des peuples autochtones

Afin d'autonomiser les peuples et les communautés autochtones au moyen de la technologie, on a dispensé des [formations en développement des capacités à l'intention des communautés autochtones](https://www.itu.int/en/ITU-D/Digital-Inclusion/Indigenous-Peoples/Pages/default.aspx), adaptées à leurs besoins spécifiques et sur des sujets présentant de l'intérêt pour ces communautés. Ces formations tiennent compte des aspects liés à la viabilité et au patrimoine culturel.

## 3.10 Consultation des jeunes UIT-OIT-UA

Des consultations ont été organisées avec des jeunes sur la manière de renforcer les compétences numériques au profit des jeunes, lors du rassemblement AfriLabs à Addis-Abeba (Éthiopie), en novembre dernier. Cette manifestation a été organisée dans le cadre du programme UIT-OIT visant à stimuler la création d'emplois décents et à renforcer les compétences numériques en faveur des jeunes dans l'économie numérique africaine, avec l'appui de l'Union africaine (UA).

## 3.11 Semaine de l'inclusion numérique UIT-UNESCO pour la région des États arabes

Durant la quatrième [semaine de l'inclusion numérique](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/ArabStates/Pages/Events/2019/DIW/DIW.aspx) pour la région des États arabes, organisée chaque année conjointement par l'UIT et l'UNESCO, plusieurs activités ont été organisées afin d'améliorer l'inclusion numérique. Ces activités visaient notamment à fournir une assistance aux pays afin qu'ils élaborent des politiques en matière d'accessibilité des TIC, à donner les moyens aux innovateurs pour qu'ils soient à même de mettre au point des applications de mégadonnées en faveur de l'inclusion numérique, à doter les enfants de connaissances en matière d'inclusion financière numérique, à mettre à l'honneur des personnes handicapées au parcours passionnant, et à promouvoir des innovations dans l'utilisation des mégadonnées au service des maladies non transmissibles.

|  |
| --- |
| INITIATIVES RÉGIONALESAsie-Pacifique: Tirer parti des technologies de l'information et de la communication pour favoriser l'économie numérique et une société numérique inclusivePlus de 80 manifestations ont été organisées dans la région pour célébrer la Journée internationale des jeunes filles dans le secteur des TIC. En Thaïlande, par exemple, des jeunes filles et des jeunes femmes ont bénéficié d'une formation dans le domaine des technologies de l'agriculture, à la faveur d'un partenariat entre le gouvernement, des institutions des Nations Unies, des établissements universitaires et des entreprises. Cette formation s'inscrivait dans le cadre d'un programme en cours, lancé en 2017, qui vise à offrir plus de perspectives d'emploi aux jeunes filles et aux jeunes femmes en Thaïlande.Amériques: Accessibilité, y compris financière, pour une région des Amériques inclusive et durableL'UIT a distribué des équipements afin de fournir une assistance aux personnes malvoyantes de la Dominique, dans le cadre de la Politique en matière d'accès universel de la Dominique au service des personnes handicapées. Des tablettes Apple iPad Air, des lecteurs de livres audio Victor Reader Stream (New Generation) de la marque HumanWare, ainsi que des moniteurs HP EliteOne 800 G5 tout-en-un ont notamment été fournis. Cette assistance collaborative vise à autonomiser les personnes handicapées et fournit des moyens pour renforcer l'inclusion et l'égalité.Europe: Accessibilité, y compris financière, et renforcement des capacités pour tous dans l'optique de l'inclusion numérique et du développement durableUne formation en ligne adaptée au rythme de chacun, sur le thème de l'accessibilité des TIC, a été promue dans l'ensemble de la région, avec la participation de plus de 200 parties prenantes.• Plus de 80 start-up ont participé à un [concours régional sur des solutions numériques innovantes pour une Europe accessible](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/Europe/Pages/Events/2019/IF/Innovative-Digital-Solutions-for-an-Accessible-Europe-Fostering-Growth-for-Start-ups.aspx).• Des articles sur l'accessibilité des TIC ont été présentés afin de contribuer à concrétiser les travaux menés dans les domaines de l'intelligence artificielle, de la radiodiffusion, des normes et des achats.• Dans toute l'Europe, on a fait la promotion de la base de données GARI, afin de mieux faire connaître les fonctionnalités d'accessibilité des dispositifs mobiles.• Une étude régionale sur la manière dont les TIC peuvent donner davantage de moyens à la "Génération égalité" a été rédigée pour examen et soumise à des consultations avec des partenaires des Nations Unies. |
| COMMISSIONS D'ÉTUDESDans le cadre de l'étude de la Question 7/1 ([Accès des personnes handicapées et des autres personnes ayant des besoins particuliers aux services de télécommunication/TIC](https://www.itu.int/net4/ITU-D/CDS/sg/blkmeetings.asp?lg=2&sp=2018&blk=21834)), la Commission d'études 1 a défini et approuvé un programme de travail, qui portera davantage sur la mise en œuvre des stratégies et des activités de l'UIT en matière d'accessibilité des TIC, y compris concernant l'éducation pour tous et l'accessibilité du web.Une séance consacrée à l'approfondissement des connaissances sur les aspects fondamentaux de l'accessibilité des TIC a été dispensée à un groupe de participants aux réunions des groupes du Rapporteur de la CE 1 de l'UIT-D, le 3 octobre 2019. Ainsi, les États Membres de l'UIT ont pu comprendre les principales définitions et tendances relatives aux politiques et aux stratégies en matière d'accessibilité des TIC; identifier les exigences en matière d'accessibilité numérique; concevoir l'accessibilité des TIC comme un débouché commercial et envisager les avantages pour tous les acteurs concernés. Les participants ont aussi été encouragés à s'inscrire à deux cours, sur [l'accessibilité des TIC](https://academy.itu.int/training-courses/full-catalogue/self-paced-online-training-ict-accessibility-consisting-3-modules-and-concluding-itu-certification-0) et [l'accessibilité du web](https://academy.itu.int/training-courses/full-catalogue/web-accessibility-cornerstone-inclusive-digital-society) respectivement, qui sont disponibles sur la plate-forme de [l'Académie de l'UIT](https://academy.itu.int/). Une démonstration pratique de la nouvelle version de cette plate-forme a également été proposée. |

# 4 Écosystèmes de l'innovation numérique – Accélérer la mise en place des écosystèmes de l'innovation en faveur de la transformation numérique

## 4.1 Défis de l'innovation

Le programme des [Défis de l'innovation](https://www.itu.int/en/ITU-D/Innovation/Pages/Innovation-Ecosystem-Program-.aspx) a servi de plate-forme ouverte aux participants pour présenter leurs idées et leurs projets susceptibles de contribuer à la transformation numérique des personnes, des communautés et de la société, grâce à l'innovation. En 2019, l'un des lauréats, une entreprise de Durban (République sudafricaine) spécialisée dans les technologies, a été récompensé à ITU Telecom World 2019 à Budapest (Hongrie). L'entreprise a reçu 1,5 million USD pour reproduire son travail dans d'autres villes de la région de Durban, ainsi que des engagements pour un montant de près de 10 millions USD à titre de financement global pour commercialiser ses innovations.

## 4.2 Forums sur l'innovation

Dans le cadre du Forum régional sur l'innovation pour la région des États arabes et de celui pour la région Afrique, organisés respectivement à Brazzaville et au Caire, des décideurs, des représentants d'établissements universitaires, des innovateurs et des acteurs d'écosystèmes issus de 16 pays ont débattu de la manière d'élaborer des écosystèmes souples et collaboratifs, qui soient propices à l'innovation numérique. Les participants au forum sur l'innovation ont désormais les outils et le savoir-faire pour examiner d'un œil critique les stratégies et les programmes en matière de TIC, à la lumière des piliers de l'innovation qui favorisent l'entrepreneuriat et l'innovation numérique.

## 4.3 Échanges de connaissances en matière d'innovation

Les lauréats des Défis de l'innovation de l'UIT ont présenté leurs propositions au Forum pour les jeunes dirigeants du secteur des TIC qui s'est tenu à Busan (République de Corée) et participé à une formation pratique pour développer plus avant leurs idées. Le forum a offert un espace où de jeunes acteurs du changement dans le secteur des TIC peuvent nouer des liens, se connecter et améliorer leurs idées innovantes afin de créer des communautés intelligentes.

À la faveur d'un partenariat avec le programme pour les start-up du Gouvernement de la Hongrie ([INPUT](https://inputprogram.com/)), les lauréats des Défis de l'innovation de l'UIT ont eu la possibilité de nouer des liens et de se connecter avec des acteurs des écosystèmes d'autres États Membres, à ITU Telecom World 2019 (Budapest, Hongrie).

Dans le cadre du [volet innovation du SMSI](https://www.itu.int/net4/wsis/forum/2019/Agenda?search=Innovation%20Track#agenda), trois séances ont été organisées en vue de débattre des évolutions techniques qui permettent d'accélérer la transformation numérique, de l'échange de données d'expérience nationales, et de l'instauration d'une culture de l'innovation pour accélérer la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD).

## 4.4 Évaluation des profils d'innovation et fourniture d'une assistance et de conseils dans le cadre de projets d'innovation

Une assistance technique a été fournie au Mali, au Monténégro, au Niger et aux Philippines afin que ces pays puissent procéder à l'évaluation de leur profil d'innovation numérique, l'objectif étant de recenser les perspectives et les difficultés pour leurs écosystèmes de l'innovation numérique.

Le BDT continue de fournir un appui à la République sudafricaine dans l'élaboration de projets novateurs en matière d'écosystème, afin d'accélérer la transformation numérique dans divers secteurs importants de l'économie. Un véritable cap a été franchi avec la signature d'un accord de coopération entre la République sudafricaine et l'UIT.

|  |
| --- |
| INITIATIVES RÉGIONALESAfrique: Mise en place d'économies numériques et promotion de l'innovation en Afrique• Des financements ont été obtenus afin de créer le premier pôle de développement des écosystèmes, aussi appelé le Centre africain pour la transformation numérique, en République sudafricaine.• À l'issue de nombreux processus de consultations multi-parties prenantes menés avec des représentants d'établissements universitaires, des entrepreneurs, des réseaux d'appui à l'entrepreneuriat, des financiers et des acteurs du public et du privé, le BDT a fourni une assistance technique pour le développement des profils d'innovation numérique au Mali et au Niger.• L'analyse nationale sur [l'écosystème d'innovation centré sur les TIC du Kenya](https://www.itu.int/net4/ITU-D/CDS/sg/blkmeetings.asp?lg=2&sp=2018&blk=21834) a fourni une étude exhaustive et des recommandations sur la manière dont les futures politiques en matière de TIC peuvent tenir compte de stratégies et de programmes portant sur l'innovation et l'entrepreneuriat numérique.• Lors de séances sur la mise en place d'écosystèmes de l'innovation et de l'entrepreneuriat, on a renforcé les capacités de nombre d'organisations publiques et privées, d'universités et d'instituts de recherche en République du Congo.États arabes: Innovation et entrepreneuriat• Des méthodes et des outils ont été fournis à des dirigeants de pépinières et à d'autres acteurs de l'écosystème à Djibouti et en Mauritanie afin d'appuyer la croissance et l'entrepreneuriat. Les principes et les bonnes pratiques concernant les pépinières d'entreprises ont été échangés et examinés.• Des séances de renforcement des capacités sur la mise en place d'écosystèmes de l'innovation et de l'entrepreneuriat ont été dispensées à un certain nombre d'organisations publiques et privées, d'universités et d'instituts de recherche en Égypte.Amériques: Développement de l'économie numérique, des villes et des communautés intelligentes et de l'Internet des objets et promotion de l'innovation• La [semaine de l'innovation en](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/Americas/Documents/EVENTS/2019/24013/Practical%20Information%20Innovacion%20Uy2019_En.pdf) matière de TIC dans la région des Amériques, placée sous le thème des communautés rurales intelligentes, s'est déroulée en Uruguay. On s'est penché sur l'adoption et l'utilisation de nouvelles technologies en vue de créer un secteur de l'agriculture sain et responsable, pour favoriser l'établissement de futures communautés rurales intelligentes.Europe: Écosystèmes d'innovation centrés sur les TIC• Le profil d'innovation numérique du Monténégro a été élaboré dans sa version finale en vue d'établir un projet national. |

|  |
| --- |
| **COMMISSIONS D'ÉTUDES**Le rapport sur la semaine de *l'innovation en matière de TIC* a étayé les travaux lors de la réunion du Groupe du Rapporteur de la Commission d'études 2 de l'UIT-D pour la Question 1/2 (*Créer une société et des villes intelligentes: utilisation des technologies de l'information et de la communication au service du développement socio-économique durable*). |

# 5 Services et applications numériques – Créer des stratégies et des services d'application numériques porteurs de transformation

## 5.1 Mettre la cybersanté à la portée de tous

L'initiative UIT-OMS [Be He@lthy, Be Mobile](https://www.itu.int/en/ITU-D/ICT-Applications/eHEALTH/Be_healthy/Pages/FAQ-01.aspx) (La mobilité, c'est la santé) suscite de plus en plus d'intérêt. Dans le cadre de cette initiative, 11 pays se penchent actuellement sur des questions très diverses telles que le cancer du col de l'utérus, le diabète et le tabagisme. Au total, plus de 3,5 millions de personnes ont pu bénéficier de ce programme. Dans le cadre de l'initiative Be He@lthy, Be Mobile: 1,8 million USD ont été récoltés auprès de trois nouveaux partenaires (Roche, Discovery/Vitality et Santen); un appui a été fourni en permanence à l'Égypte, à l'Inde, aux Philippines, au Sénégal et à la Tunisie; le Burkina Faso et le Soudan ont commencé à mettre en œuvre le programme; un nouveau projet a été lancé au Sénégal afin de détecter la rétinopathie diabétique au moyen de l'intelligence artificielle.

On a publié le [manuel "H](https://www.itu.int/net4/ITU-D/CDS/sg/blkmeetings.asp?lg=2&sp=2018&blk=21834)ow to implement mTB-Tobacco", dans lequel on explique comment utiliser la santé sur mobile pour aider les malades tuberculeux fumeurs, et élaboré un kit pratique. Un [pôle d'innovation au service de la santé sur mobile](https://www.itu.int/en/ITU-D/ICT-Applications/Pages/EU-mhealth-hub.aspx) pour la région Europe a été mis sur pied, avec l'Union européenne et l'OMS, afin de servir de plate-forme pour l'échange de bonnes pratiques et de guichet unique où obtenir des orientations sur la mise en œuvre de la santé sur mobile et son application à grande échelle.

## 5.2 Édifier des villages intelligents

Dans le cadre du [projet de villages intelligents](https://news.itu.int/leaving-no-one-behind-nigers-smart-villages-project/) visant à assurer une connectivité Internet dans des zones isolées du Niger, l'UIT, [l'Agence Nationale pour la Société de l'Information (ANSI)](https://www.youtube.com/watch?v=0uYKKJg00eo) et plusieurs autres organisations ont instauré une collaboration. En outre, l'UIT et l'Alliance Digital Impact (DIAL) ont défini une méthodologie pour le projet de villages intelligents au Niger qui guidera la mise en place d'un infrastructure numérique commune à plusieurs secteurs, suivant une approche faisant intervenir toutes les entités publiques. Grâce à cette approche, la fourniture de services est davantage intégrée et coordonnée.

## 5.3 Élaborer des stratégies numériques sectorielles à l'échelle nationale

Plusieurs pays ont élaboré des stratégies et des feuilles de route numériques, à l'échelle nationale, pour le secteur agricole et les services publics, après avoir mené des processus multi-parties prenantes et associé les secteurs public et privé.

## 5.4 Services numériques et renforcement des capacités

Une formation sur la santé numérique a été dispensée dans le cadre d'un programme numérique élaboré par l'UIT, en collaboration avec le Bureau régional de l'Afrique de l'OMS, afin de développer des services de santé numérique dans des pays de la région. Dans ce contexte, des représentants des ministères de la santé et des TIC ont eu la possibilité d'échanger des données d'expérience et des enseignements tirés de la mise en œuvre, dans leur pays, des services numériques.

## 5.5 Villes et établissements humains durables

Le Bureau régional de l'UIT pour l'Afrique a animé un atelier sur la société intelligente en Afrique australe, organisé à Dar es Salam (Tanzanie), afin d'aider à mieux comprendre les concepts et les exigences en matière de nouvelles technologies (telles que l'Internet des objets (IoT), l'intelligence artificielle et les mégadonnées) et les possibilités qu'elles offrent, en vue d'instaurer une communauté intelligente dans les pays de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC).

## 5.6 Collaboration avec la FAO

L'UIT a élargi sa collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) après la signature d'un accord de coopération en 2019. L'UIT et la FAO travaillent ensemble en vue de fournir une assistance à plusieurs pays dans l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies et de feuilles de route en matière d'agriculture numérique. Il s'agit de créer des capacités et d'identifier des priorités pour faire des investissements dans le domaine du numérique, afin de réaliser les objectifs fixés pour le secteur agricole. L'UIT collabore en outre avec la FAO afin d'appuyer l'entrepreneuriat, l'investissement et le commerce en Papouasie‑Nouvelle-Guinée, ainsi que l'initiative pour les villages intelligents au Niger. L'Union a publié plusieurs rapports en coopération avec la FAO sur l'agriculture numérique, par exemple sur l'utilisation des technologies numériques et novatrices (telles que la chaîne de blocs et les mégadonnées) au service de l'agriculture. De plus, l'UIT a été invitée à devenir membre du comité consultatif du Conseil du numérique pour l'alimentation et l'agriculture, qui aidera les gouvernements à recenser et à utiliser au mieux le potentiel de la digitalisation et à instaurer, à élargir et à protéger l'accès des agriculteurs aux technologies numériques.

## 5.7 Biens publics numériques

L'UIT s'emploie aussi à fournir des orientations sur l'adoption d'une approche faisant intervenir toutes les entités publiques, afin d'investir dans une infrastructure numérique partagée susceptible d'accélérer le développement des services numériques à moindre coût et d'accroître les retours sur investissement, ainsi que sur la manière de coordonner les investissements, pour mettre à disposition des biens publics numériques qui peuvent favoriser la transformation numérique, en vue de la réalisation des ODD. On trouvera une présentation d'une approche faisant intervenir toutes les entités publiques dans le rapport [*Cadre d'investissement numérique au service des ODD*](https://www.itu.int/dms_pub/itu-d/opb/str/D-STR-DIGITAL.02-2019-PDF-F.pdf), publié par l'UIT et l'Alliance Digital Impact.

|  |
| --- |
| INITIATIVES RÉGIONALESAfrique: Mise en place d'économies numériques et promotion de l'innovation• Le projet conjoint UIT-OMS "Utiliser les services de santé numérique pour accélérer la réalisation des ODD se rapportant à la santé dans la région Afrique" a été lancé afin d'aider les pays à utiliser pleinement et durablement les TIC pour la fourniture des services de santé, afin d'améliorer la santé des populations et des individus, de permettre à tous de vivre en bonne santé et de promouvoir le bien-être de tous dans la région Afrique.Asie-Pacifique: Tirer parti des TIC pour favoriser l'économie numérique et une société numérique inclusive• Cyberagriculture: En partenariat avec la FAO, l'UIT a appuyé l'élaboration de la stratégie en matière de cyberagriculture en Mongolie; la mise en œuvre d'applications mobiles en Papouasie-Nouvelle-Guinée; l'élaboration de deux études de cas sur la chaîne de blocs et les mégadonnées; et des activités de renforcement des capacités humaines en Papouasie-Nouvelle-Guinée et en Mongolie. Un projet commun des Nations Unies, dirigé par la FAO et dédié à l'appui à l'agriculture dans des zones de la Papouasie‑Nouvelle-Guinée, a aussi été mené à bien.• Cybergouvernement: La Papouasie-Nouvelle-Guinée et Vanuatu ont bénéficié d'une assistance en vue de renforcer leurs cadres de services publics numériques.• Des formations et des ateliers ont été organisés pour mieux faire connaître les applications sur les villes intelligentes, les services publics numériques, ainsi que les applications IoT.Europe: Approche centrée sur l'utilisateur en vue de mettre au point des services pour les administrations nationales• Un atelier sur la manière d'améliorer la vie humaine grâce aux services en ligne a été organisé à Genève, afin de débattre des technologies et des services émergents, y compris l'intelligence artificielle et l'accessibilité des TIC.• La coopération entre l'UIT et la FAO a été renforcée lors d'une séance spéciale sur les stratégies numériques dans le secteur agricole, organisée à ITU Telecom World 2019 à Budapest (Hongrie).• Des études régionales sur les stratégies nationales en faveur de l'agriculture numérique ont été élaborées et seront examinées par les États Membres concernés.• Une manifestation dédiée à l'échange de connaissances sur la promotion des écosystèmes de start-up dans le domaine des services électroniques s'est tenue à Prague (République tchèque). |
| COMMISSIONS D'ÉTUDES• Un rapport annuel intitulé "Créer des villes intelligentes selon une approche globale" a été publié, dans le cadre de l'étude de la [Question 1/2](https://www.itu.int/net4/ITU-D/CDS/sg/rgqlist.asp?lg=2&sp=2018&rgq=D18-SG02-RGQ01.2&stg=2) (Créer une société et des villes intelligentes: utilisation des technologies de l'information et de la communication au service du développement socio-économique durable). Il contient un exemple d'architecture d'une ville intelligente, élaboré sur la base de concepts clés précis, ainsi qu'un résumé d'une sélection d'études de cas de pays sur les villes intelligentes. Le rapport est disponible [ici](https://www.itu.int/oth/D0717000002/).• Un atelier sur les nouvelles technologies de communication au service de la cybersanté et des questions socio-économiques a été organisé parallèlement à la réunion de la Commission d'études 2 de l'UIT-D (Question 2/2 – Les télécommunications/TIC au service de la cybersanté). Lors de cet atelier, on a étudié des exemples de nouvelles technologies mises au service de la cybersanté et débattu des difficultés que pose une adoption à grande échelle et des moyens de les résoudre. Les informations échangées ainsi que les enseignements tirés durant l'atelier seront utilisés pour alimenter le rapport final sur la Question 2/2. Le programme de l'atelier et les exposés sont disponibles [ici](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/meetings/session-Q2-2-oct19.aspx). |

# 6 Télécommunications d'urgence – Construire des infrastructures TIC résilientes face aux catastrophes afin de réduire le nombre de victimes et les pertes économiques

## 6.1 Lignes directrices de l'UIT

[Les lignes directrices de l'UIT relatives à l'élaboration de plans nationaux pour les télécommunications d'urgence](https://www.itu.int/en/ITU-D/Emergency-Telecommunications/Pages/Publications/Guidelines-for-NETPs.aspx) ont été élaborées afin d'aider les autorités nationales et les décideurs à développer un cadre précis, souple et accessible, pour appuyer et permettre l'utilisation sans interruption des réseaux et des services TIC durant toutes les phases de la gestion des catastrophes. La Bolivie, la République dominicaine et le Guatemala, dans la région Amériques, et la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les îles Salomon, le Samoa et Vanuatu, dans la région Asie-Pacifique, ont commencé à élaborer, en 2019, leur plan national pour les télécommunications d'urgence. La mise en œuvre de ces plans contribuera à construire, à l'échelle des pays, une infrastructure TIC résiliente face aux catastrophes, en déterminant les capacités TIC nécessaires pour les interventions en cas d'urgence, et en établissant un cadre de gouvernance qui définit les rôles et les responsabilités. De cette manière, on pourra réduire le nombre de victimes et les pertes économiques. Ces lignes directrices ont été élaborées dans le cadre d'un processus de consultation multi-parties prenantes, auquel ont participé des États Membres et des Membres de Secteur de l'UIT et des entreprises TIC, ainsi que les entités compétentes des Nations Unies, notamment le Groupe des télécommunications d'urgence (ETC).

## 6.2 Communications d'urgence et interventions en cas de catastrophe

L'UIT a fourni des équipements de télécommunication par satellite au Mozambique et au Zimbabwe, afin d'aider à atténuer les effets du cyclone Idai, qui a déclenché une véritable catastrophe en Afrique australe et touché des centaines de milliers de personnes, si ce n'est des millions. L'UIT a aussi doté les Bahamas d'équipements de communication par satellite après le passage destructeur de l'ouragan Dorian, et a fourni un appui dans le cadre de la Charte de connectivité en cas de crise, au moyen de procédures d'importation, par l'intermédiaire du Groupe ETC.

## 6.3 Fichier de l'UIT pour les télécommunications d'urgence

Afin de répondre à la demande grandissante d'appui en vue de la fourniture d'équipements et de services de télécommunication d'urgence en cas de catastrophe, l'UIT a lancé [une initiative visant à créer un fichier](https://www.itu.int/en/ITU-D/Emergency-Telecommunications/Documents/2019/Special%20Session/CCC.pdf) de candidats pour les télécommunications d'urgence. Les fonctionnaires de l'UIT remplissant les conditions seront sélectionnés et suivront une formation sur le déploiement et l'utilisation des équipements de télécommunication de l'UIT actuels (et futurs). Ils pourront ensuite faciliter les travaux du Groupe ETC sur le terrain, en assurant la liaison avec les autorités et les acteurs sur place concernant l'importation et les conditions d'octroi de licences pour les équipements de télécommunication.

## 6.4 Charte de connectivité en cas de crise

Afin d'élargir la portée des travaux de l'UIT dans le domaine des télécommunications d'urgence et d'appuyer et d'améliorer la coordination avec le secteur des télécommunications par satellite et les organismes humanitaires, l'UIT a adhéré à la [Charte de connectivité en cas de crise](https://news.itu.int/why-itu-is-joining-the-crisis-connectivity-charter-doreen-bogdan-martin/), dont elle est devenue l'un des principaux signataires. Il s'agit d'un mécanisme créé entre le secteur des télécommunications par satellite et l'ensemble des organismes humanitaires, afin de rendre les moyens de communication par satellite plus facilement accessibles pour les partenaires humanitaires et les communautés frappées par des catastrophes. Cette Charte a été élaborée par l'Association européenne des opérateurs de satellites (ESOA) et le Global VSAT Forum (GVF) et leurs membres, en coordination avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) des Nations Unies et le Groupe ETC, sous la direction du Programme alimentaire mondial (PAM).

## 6.5 Forum GET-19

Le troisième [Forum mondial sur les télécommunications d'urgence](https://www.itu.int/en/ITU-D/Emergency-Telecommunications/Pages/Events/2019/GET-2019/default.aspx) (GET-19) s'est tenu à Maurice et a été l'occasion de souligner l'importance de l'alerte avancée et des systèmes de surveillance, et la nécessité d'instaurer des partenariats et de travailler en coopération, ainsi que les possibilités qui s'offrent à cet égard. En outre, les participants ont examiné les difficultés et les débouchés du secteur des technologies en cas de crise humanitaire. Pour la première fois, des exercices de simulation ont été organisés, mettant en lumière la nécessité d'améliorer la préparation des mesures adéquates à prendre en cas de catastrophe. Ces simulations, organisées en coopération avec le PAM, ont illustré le potentiel des technologies pour sauver des vies et montré combien il est important de travailler ensemble de manière coordonnée et d'appliquer des procédures opérationnelles normalisées pour les interventions en cas de catastrophe.

## 6.6 Initiative – Carte de connectivité en cas de catastrophe

L'UIT, en coopération avec le Groupe ETC et NetHope, a lancé une initiative visant à élaborer une carte de connectivité en cas de catastrophe. Dans le cadre de cette initiative, des informations concernant le type de connectivité disponible sur le terrain, ainsi que son niveau et sa qualité, seront mises à disposition. Les cartes utiliseront différentes sources de données, provenant notamment des opérateurs de réseau mobile et de Facebook, et seront actualisées en temps réel afin d'orienter les équipes de premiers secours des autorités nationales et des organismes humanitaires dans leurs opérations de secours.

|  |
| --- |
| INITIATIVES RÉGIONALESAmériques: Communications pour la réduction et la gestion des risques de catastrophe• Le projet pour l'utilisation des TIC dans les situations d'urgence et de catastrophe dans la région des Caraïbes, appelé "[Projet WINLINK 2000](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/Americas/Pages/ACTVTS/PRJ/AMS-PRJ.aspx)", a été amorcé afin d'aider Antigua-et-Barbuda, la Barbade, la Dominique, la Grenade, le Guyana, la Jamaïque et Saint-Kitts-et-Nevis à renforcer leurs capacités en matière de télécommunications d'urgence et à améliorer leurs interventions en cas d'urgence et de catastrophe, afin de sauver des vies.• Dans le cadre du déploiement d'équipements de télécommunication d'urgence aux Bahamas après le passage de l'ouragan Dorian, l'UIT a collaboré avec l'Autorité de réglementation des services d'utilité publique et de la concurrence (URCA) et d'autres parties prenantes afin de fournir une connexion Internet et d'autres services de connectivité à certains habitants des zones touchées.• On a mis au point l'application "Virtual Vision", qui est une plate-forme de communication en temps réel pour la gestion des catastrophes. Cette application permet de faciliter la communication directe en temps réel avant, durant et après un phénomène dangereux. Cette application a été testée aux Bahamas début décembre.États arabes: Environnement, changements climatiques et télécommunications d'urgence • Une série de formations et d'ateliers ont été organisés sur la réduction et la gestion des risques de catastrophe ainsi que sur l'utilisation des technologies modernes à des fins de suivi et d'alerte avancée dans la région des États arabes.Asie-Pacifique: Contribuer à la mise en place d'un environnement fiable et solide• Dans le cadre d'un projet commun avec le Département des communications et des arts (DoCA) de l'Australie, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Samoa, les îles Salomon et Vanuatu ont bénéficié d'un appui en vue de consolider la planification des télécommunications d'urgence à l'échelle nationale et de renforcer leurs capacités. Des plans nationaux pour les télécommunications d'urgence ont été élaborés pour ces îles du Pacifique, en consultation avec le Groupe ETC.• Des terminaux de réseau global large bande (BGAN) ont été expédiés aux îles Salomon à la suite du déversement de pétrole au large de l'île Rennell. |

|  |
| --- |
| COMMISSIONS D'ÉTUDESUn atelier sur le thème "Organisation d'entraînements et d'exercices sur les communications d'urgence au niveau national – Lignes directrices à l'intention des petits États insulaires en développement (PEID) et des pays les moins avancés (PMA)" a été organisé parallèlement à la réunion de la Commission d'études 2 dans le cadre de l'étude de la Question 5/2 (Utilisation des télécommunications/TIC pour la réduction et la gestion des risques de catastrophe). Lors de cet atelier, on a souligné combien il était important d'organiser des exercices sur les télécommunications d'urgence au niveau national, afin d'évaluer et d'améliorer l'état de préparation en vue d'intervenir sans délai en cas de catastrophe. Les informations échangées ainsi que les enseignements tirés durant l'atelier seront utilisés pour alimenter un nouveau rapport annuel et le rapport final sur la Question 5/2. Le programme de l'atelier et les exposés sont disponibles [ici](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/meetings/session-Q5-2-oct19.aspx). |

# 7 Environnement – Créer une économie circulaire pour les équipements TIC

## 7.1 Partenariat mondial sur les statistiques relatives aux déchets d'équipements électriques et électroniques

Dans le cadre du Partenariat mondial sur les statistiques relatives aux déchets d'équipements électriques et électroniques (GESP), fondé en 2017 par l'UIT, l'Université des Nations Unies (UNU) et l'Association internationale des déchets solides (ISWA), un portail en ligne à code source ouvert a été créé sur le site web [globalewaste.org](https://globalewaste.org/publications/), afin de rendre accessibles au public des données et des statistiques sur les déchets d'équipements électriques et électroniques. Le site web donne aussi une liste de plus de 150 publications sur les déchets d'équipements électriques et électroniques émanant des différentes institutions des Nations Unies. L'UIT et des participants au partenariat GESP ont élaboré le rapport 2020 "Global E-waste Monitor" (Suivi des déchets d'équipements électriques et électroniques à l'échelle mondiale), qui sera publié en 2020, afin de sensibiliser davantage la population au problème de plus en plus préoccupant que posent les déchets de ce type, en donnant un aperçu des statistiques relatives aux déchets d'équipements électriques et électroniques à l'échelle mondiale, permettant ainsi de mieux comprendre et interpréter les données. Au niveau régional, des outils de suivi des déchets d'équipements électriques et électroniques sont actuellement en cours d'élaboration en Amérique Latine, au sein de la région des États arabes et de la Communauté des États indépendants (CEI).

## 7.2 Stratégies nationales en matière de gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques

En 2019, on a appuyé de plus en plus l'élaboration de stratégies nationales en matière de gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques, dans le cadre du programme de l'UIT pour les déchets de ce type, notamment pour donner suite aux demandes formulées par des États Membres. Une évaluation rapide des déchets d'équipements électriques et électroniques a été réalisée et un atelier de consultation des parties prenantes nationales a été organisé en 2019, en Namibie. À cette occasion, un avant-projet de document d'orientation a été rédigé pour consultation.

## 7.3 Atelier sur les statistiques relatives aux déchets d'équipements électriques et électroniques

L'UIT a collaboré avec l'Organisation des communications de l'Afrique de l'Est (EACO) en vue d'organiser une formation sur les statistiques relatives aux déchets d'équipements électriques et électroniques à Kampala (Ouganda). Durant cet atelier, qui a été organisé dans le cadre des activités de renforcement des capacités du partenariat GESP en cours, on a dispensé une formation sur les éléments essentiels des stratégies et des législations en matière de déchets d'équipements électriques et électroniques, ainsi que sur la mesure des déchets de ce type, moyennant la collecte et le perfectionnement des données et des prévisions dans le domaine des déchets d'équipements électriques et électroniques.

## 7.4 Plan détaillé d'une vision circulaire pour le secteur de l'électronique

L'UIT a rejoint une nouvelle collaboration, qui a démarré en décembre 2019, avec le Forum économique mondial, le Conseil mondial des entreprises pour le développement durable, l'Alliance Responsible Business, le Partenariat en vue d'accélérer l'économie circulaire et le Conseil Green Electronics, afin de créer une alliance en faveur de l'économie circulaire pour le secteur de l'électronique. Cette collaboration vise à modifier les conditions du secteur de l'électronique afin de contribuer à la réalisation des ODD, en appliquant les principes de l'économie circulaire; à adopter une approche cohérente dans la manière de déployer, d'identifier, d'évaluer et de communiquer les solutions collaboratives; à créer une plate-forme pour échanger les enseignements tirés, les bonnes pratiques, les exemples et les perspectives à l'échelle régionale; à stimuler les initiatives dans les domaines prioritaires d'intervention, afin de rassembler les bons acteurs au bon endroit, pour qu'ils débattent des thèmes qui présentent véritablement de l'intérêt en vue de lever les obstacles communs; à établir des liens entre les débats sur des aspects stratégiques et techniques menés aux niveaux mondial et local par des acteurs du privé, du public et de la société civile.

## 7.5 Coalition des Nations Unies contre les déchets d'équipements électriques et électroniques

La [Coalition des Nations Unies contre les déchets d'équipements électriques et électroniques](https://www.itu.int/en/ITU-D/Climate-Change/Pages/ewaste/E-waste-Coalition.aspx) regroupe, à l'échelle du système des Nations Unies, des institutions, des programmes et des organes qui partagent une vision commune en vue de résoudre le problème que posent les déchets d'équipements électroniques et électroniques dans le monde. L'UIT a joué un rôle essentiel afin de rassembler ces entités dans le but de former cette coalition. En 2019, la coalition a organisé une réunion à Bonn (Allemagne), avec des représentants de divers pays, des partenaires internationaux et des entreprises, afin de présenter la mission, la vision et la structure de gouvernance de cette nouvelle collaboration qui a été instaurée par des institutions des Nations Unies sur la question des déchets d'équipements électriques et électroniques, et d'obtenir des avis à cet égard.

|  |
| --- |
| INITIATIVES RÉGIONALESAmériques: Communications pour la réduction et la gestion des risques de catastrophe• En 2019, dans le cadre de la célébration de la Journée internationale des jeunes filles dans le secteur des TIC qui s'est tenue dans la région des Caraïbes, on a sensibilisé davantage la population aux effets néfastes du changement climatique en plantant des arbres dans nombre d'écoles, en collaboration avec des régulateurs, des ministères de l'éducation et des organisations non gouvernementales (ONG) au niveau local.États arabes: Environnement, changements climatiques et télécommunications d'urgence• Le projet de suivi des déchets d'équipements électriques et électroniques dans la région des États arabes a été lancé en 2019 en vue de recueillir des statistiques sur ce type de déchets dans la région et de les perfectionner. Ce projet permettra d'améliorer la disponibilité et la qualité des données, l'élaboration de stratégies et de réglementations, ainsi que la sensibilisation, à la faveur d'ateliers sur le renforcement des capacités. En outre, de cette manière, les données sur les déchets d'équipements électriques et électroniques seront communiquées aux décideurs, aux médias et à d'autres acteurs compétents.Asie-Pacifique: Contribuer à la mise en place d'un environnement fiable et solide• L'atelier de sensibilisation à la politique relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques, qui s'est tenu à Hyberabad (Inde), a été organisé conjointement par des organes importants du gouvernement de l'Inde ainsi que l'UNU, l'OIT, l'OMS et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Lors de cet atelier, des activités de sensibilisation et de renforcement des capacités ont été menées, et des recommandations ont été formulées concernant les travaux qui seront menés en Inde sur le thème des déchets d'équipements électriques et électroniques. |

|  |
| --- |
| COMMISSIONS D'ÉTUDESUn atelier sur les TIC d'avant-garde au service de la lutte contre les changements climatiques s'est tenu le 15 octobre dernier, dans le cadre des travaux de la Commission d'études 2 de l'UIT‑D sur la Question 6/2 (*Les TIC et l'environnement*). Cet atelier a rassemblé des acteurs issus de secteurs qui participent à la mise au point de technologies d'avant-garde, telles que les mégadonnées et les techniques d'observation de la Terre, dans le cadre de la lutte contre les changements climatiques. Les participants ont débattu du rôle de ces nouvelles technologies et de la manière dont elles peuvent être utilisées au service de l'adaptation aux effets des changements climatiques, ainsi que de l'atténuation et du suivi de ces effets. Les informations échangées ainsi que les enseignements tirés durant l'atelier seront utilisés pour alimenter le rapport final sur la Question 6/2. Le programme de l'atelier et les exposés sont disponibles [ici](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/meetings/session-Q6-2-oct19.aspx). |

# 8 Réseaux et infrastructure numérique: Faire en sorte que tout un chacun dispose d'une connectivité fiable

## 8.1 Cartographies du large bande de l'UIT

Les [cartographies du large bande de l'UIT](https://itu.int/map-public) ont été améliorées pour donner une image plus claire de l'infrastructure de réseau et des possibilités d'investissement, afin de faire le point sur la situation en matière de connectivité dans le monde. Elles présentent les informations communiquées par plus de 440 opérateurs et 24 000 points d'accès du monde entier.

## 8.2 Kit pratique sur la planification des activités pour le déploiement de l'infrastructure

Le [Kit pratique de l'UIT pour la planification des activités dans le domaine des infrastructures TIC](https://itu.int/go/businessplan_toolkit) vise à mettre à la disposition des régulateurs et des décideurs une méthode claire et d'utilité pratique pour réaliser une évaluation économique précise des plans proposés pour la mise en place et le déploiement d'une infrastructure large bande.

Ce kit pratique constitue un manuel concret à l'usage des régulateurs et des décideurs qui œuvrent à renforcer le déploiement du réseau large bande et l'accès à ce réseau. Il porte sur les principales caractéristiques d'une bonne planification économique pour le développement de l'infrastructure TIC, donne des explications sur les bonnes pratiques relatives aux plans d'installation et de déploiement de l'infrastructure et à l'évaluation de leur faisabilité sur le plan économique en vue d'appuyer la prise de décisions, et fournit des exemples quantitatifs des projets les plus populaires, comme les projets de construction de réseaux dorsaux à fibres optiques, de réseaux hertziens large bande (y compris de réseaux 4G) ou de réseaux d'accès FTTH (fibre jusqu'au domicile).

## 8.3 Projet pour la connectivité sur le dernier kilomètre

Le [projet](https://www.itu.int/en/ITU-D/Regional-Presence/Europe/Documents/Events/2019/Workshop%20Kyiv/Aminata%20Garba%203%20Last%20Mile%20Connectivity%20Kiev.pdf) pour la connectivité sur le dernier kilomètre a été lancé en vue de susciter l'élaboration de nouvelles stratégies collaboratives propres à permettre à tout un chacun de bénéficier d'une connectivité universelle efficace. Ce projet permettra aux partenaires d'échanger des ressources et d'adopter une approche plus globale consistant à considérer le large bande comme une infrastructure de base d'utilité publique et un outil de développement socio-économique.

## 8.4 Initiative GIGA

Le projet de l'UIT et de l'UNICEF sur la connectivité dans les écoles, lancé lors de l'Assemblée générale des Nations Unies, a pour objectif de fournir une connectivité dans toutes les écoles à travers le monde. À l'échelle mondiale, quelque 3,7 milliards de personnes, dont 360 millions de jeunes, n'ont pas accès à l'Internet. Faute d'accès à l'Internet, les enfants et les jeunes ne peuvent exploiter la profusion d'informations disponibles en ligne, ce qui limite les ressources à leur disposition pour apprendre, progresser et réaliser tout leur potentiel. La réduction de la fracture numérique passe nécessairement par une coopération au niveau mondial, par des initiatives et par des innovations dans le domaine de la finance et des technologies.

[L'initiative GIGA](https://www.itu.int/en/ITU-D/Initiatives/GIGA/Pages/default.aspx) repose sur quatre piliers, consistant à: cartographier la connectivité de toutes les écoles et l'utiliser pour montrer où se situe la demande en matière de connectivité, et faire usage des nouvelles technologies pour cartographier en temps réel l'emplacement des écoles et leur niveau de connectivité; financer un appel d'offres commun qui rassemble les besoins des écoles en matière de connectivité (regroupement entre plusieurs pays) et créer un modèle de prévision des coûts visant à rendre la connectivité plus abordable; connecter toutes les écoles à l'Internet et créer un système de surveillance pour suivre le niveau et la qualité de la connectivité offerte par les fournisseurs de services Internet; et faire en sorte que les jeunes acquièrent des compétences en investissant dans des solutions à code source ouvert et en développant de telles solutions, afin de les mettre à la disposition des enfants, des enseignants et des administrateurs, grâce à la connectivité.

## 8.5 Projet de création d'un centre d'expertise sur le protocole IPv6 et l'Internet des objets UIT/MUST

Le projet mis en œuvre par l'UIT et l'Université des sciences et technologies de la Malaisie (MUST) vise essentiellement à fournir un appui aux États Membres en ce qui concerne le passage progressif du protocole IPv4 (Protocole Internet version 4) au protocole IPv6 (Protocole Internet version 6) pour l'infrastructure de l'Internet des objets (IoT), l'IPv6 sur les réseaux 5G, l'IPv6 pour l'industrie 4.0, le déploiement de services et d'applications et la sensibilisation par le biais d'une assistance technique, de formations ou d'ateliers. Plusieurs formations et ateliers ont été organisés à cette fin en 2019.

## 8.6 Le large bande au service de la connectivité rurale

Dans le cadre du projet mis en œuvre par l'UIT et la Fondation McCaw pour les pays de la région Afrique, l'UIT a continué de développer la connectivité hertzienne Internet large bande et de concevoir des applications TIC destinées à offrir un accès numérique gratuit ou à faible coût à des établissements scolaires et à des hôpitaux, ainsi qu'aux populations mal desservies des zones rurales ou isolées de certains pays. À Djibouti, par exemple, 18 sites ont été connectés à l'Internet large bande, ainsi que 62 écoles primaires et secondaires et 15 hôpitaux et cliniques.

## 8.7 Initiative pour les politiques et la réglementation pour le numérique en Afrique (PRIDA)

Cette initiative en matière de politiques et de réglementation pour l'Afrique a été lancée afin de promouvoir un accès hertzien large bande qui soit accessible et abordable pour tous dans l'ensemble de l'Afrique, afin de tirer parti des avantages futurs des services Internet. Cette initiative ambitieuse, qui sera menée à bien sur une durée de trois ans et demi, relève d'un projet [multi-parties prenantes](https://www.youtube.com/watch?v=6NYLHZqeEvo) de l'Union européenne, de l'Union africaine et de l'UIT.

## 8.8 Conformité et interopérabilité des réseaux

Des formations à la conformité et à l'interopérabilité ont été dispensées à des pays anglophones et francophones, afin de renforcer les capacités en ce qui concerne le taux d'absorption spécifique, les fréquences radioélectriques, les champs électromagnétiques et la télévision numérique de Terre.

## 8.9 Résolution 9 (Rév.Buenos Aires, 2017) de la CMDT

On trouvera dans le tableau ci-dessous un résumé des activités menées par l'UIT en vue de mettre en œuvre la Résolution 9. Ce tableau donne un aperçu par thème de l'assistance qui a été fournie et du nombre d'activités qui ont été menées à bien. Le Document [TDAG-20/INF/3](https://www.itu.int/md/D18-TDAG25-INF-0003/) contient un résumé de l'assistance fournie aux États Membres sur des questions de gestion du spectre, par région.

| Thème | Nombre d'activités |
| --- | --- |
| 1 Aide à la sensibilisation des décideurs nationaux à l'importance d'une bonne gestion du spectre pour le développement économique et social du pays | 19 |
| 2 Formation et diffusion de la documentation disponible à l'UIT | 22 |
| 3 Aide à la mise au point de méthodes d'élaboration des tableaux nationaux d'attribution des bandes de fréquences et de redéploiement du spectre. | 10 |
| 4 Aide à la mise en place de systèmes automatisés de gestion et de contrôle des fréquences. | 8 |
| 5 Aspects économiques et financiers induits par la gestion des fréquences | 12 |
| 6 Aide à la préparation des conférences mondiales des radiocommunications (CMR) et au suivi ainsi qu'à la mise en œuvre de leurs décisions. | 18 |
| 7 Aide à la participation aux travaux des commissions d'études compétentes de l'UIT-R et de leurs groupes de travail. | 5 |
| 8 Passage à la radiodiffusion télévisuelle numérique de Terre | 12 |
| 9 Assistance pour déterminer les moyens les plus efficaces d'utiliser le dividende numérique | 8 |
| 10 Nouvelles technologies et approches en matière d'utilisation du spectre | 17 |
| 11 Méthodes novatrices en matière d'octroi de licences | 7 |
| 12 Fourniture d'une assistance en cas de brouillages causés par des dispositifs qui ne sont pas exploités conformément aux attributions de fréquences nationales | 2 |
| 13 Fourniture d'une assistance en vue de trouver des solutions aux problèmes des brouillages saisonniers causés par la propagation anormale des ondes radioélectriques | 0 |
| 14 Amélioration et formation relatives au SMS4DC (système de gestion du spectre pour les pays en développement) | 7 |
|  Total | 147 |

## 8.10 Réseaux hertziens large bande

Dans le cadre du projet mis en œuvre par l'UIT et la Fondation McCaw pour les pays de la région Afrique, 14 écoles du Burkina Faso ont été dotées d'un accès au réseau, d'équipements informatiques et d'une connexion Internet afin de permettre la mise en place du cyberenseignement dans le système éducatif.

|  |
| --- |
| **INITIATIVES RÉGIONALES**Afrique: Mise en place d'économies numériques et promotion de l'innovation en Afrique• Le tout premier [Forum mondial pour les réfugiés](https://www.itu.int/en/ITU-D/bdt-director/Pages/News.aspx?ItemID=205) a eu lieu en décembre à Genève. L'UIT, le HCR et la GSMA ont parrainé une session visant à examiner les enjeux que suppose la fourniture d'une connectivité pour les réfugiés, les personnes déplacées et les communautés qui les accueillent. Cette manifestation a marqué le point culminant d'une collaboration étroite au service des futurs programmes et projets nationaux visant à offrir une connectivité efficace aux réfugiés et aux communautés qui les accueillent en Afrique. Asie-Pacifique: Promouvoir le développement des infrastructures pour améliorer la connectivité numérique• Dans le cadre du projet de connectivité par satellite, l'UIT a fourni 35 équipements de connectivité par satellite dans la bande Ku à sept îles du Pacifique (Fidji, Kiribati, Papouasie‑Nouvelle-Guinée, Samoa, Tonga, Tuvalu et Vanuatu). Ces équipements ont été déployés dans des zones isolées. • Une assistance spécialisée a été fournie à la Mongolie en vue d'examiner le régime national de tarification du spectre des fréquences radioélectriques. Une nouvelle formule de perception a été conçue afin de compenser les effets de l'inflation et d'encourager une nouvelle utilisation de cette ressource.• Une assistance a été fournie aux Îles Salomon et à Vanuatu en vue d'élaborer un régime d'homologation national pour les dispositifs hertziens de courte portée.• Plus de 15 ateliers et formations ont été organisés afin d'accroître la sensibilisation et de renforcer les compétences dans des domaines tels que la gestion du spectre, l'intelligence artificielle, la technologie des registres distribués, le large bande, la 5G, la conformité et l'interopérabilité, les réseaux de prochaine génération, la planification et la sécurité mobiles, la sécurité de l'IoT, la transformation numérique et la radiodiffusion, notamment.• Une formation technique sur le système de gestion du spectre pour les pays en développement (SMS4DC) a été dispensée à Vientiane (Lao (R.d.p.)).• Le Viet Nam a bénéficié d'une assistance en vue de modifier sa législation nationale relative aux fréquences et d'apporter des modifications connexes à la législation relative aux télécommunications. L'étude qui a été menée à bien comprend également une feuille de route complète sur les bandes de fréquences pour les IMT.Amériques: Gestion du spectre et passage à la radiodiffusion numérique• Un séminaire régional de formation à la gestion du spectre pour les Caraïbes a été organisé afin d'améliorer le niveau et la vitesse de la connectivité des TIC dans des pays de la région. • Une assistance technique spécialisée a été fournie au Ministère des sciences, de l'énergie et des technologies et à l'Autorité de gestion du spectre de la Jamaïque en vue de concevoir un cadre national relatif à l'octroi de licences pour l'utilisation du spectre dans le pays, afin d'améliorer la connectivité des TIC. Europe: Infrastructure large bande, radiodiffusion et gestion du spectre• La troisième conférence annuelle sur la gestion du spectre dans la région de la CEI et les pays d'Europe centrale et orientale, ainsi qu'un atelier de l'UIT sur la manière de parvenir à des communications exemptes de brouillages au stade technologique actuel, ont été organisés à Minsk (Bélarus).• Une série d'ateliers et de séminaires ont été organisés afin d'examiner des questions liées à l'avenir de la télévision, la cartographie de l'infrastructure et des services large bande de Terre, l'économie numérique et les radiocommunications.• Une réunion sur le "Techritoire de la 5G" pour les États baltes a été organisée à Riga (Lettonie) avec l'appui de l'UIT, en tant que plate-forme de coopération sous-régionale.• Une initiative spéciale pour la mobilisation régionale a été lancée afin d'améliorer l'ensemble de données utilisées dans les cartes interactives des réseaux de transmission de l'UIT.• Un projet régional sur *l'appui aux systèmes de cartographie des possibilités d'investissement dans l'infrastructure large bande dans le sud-est de l'Europe* a été mis au point. |
| COMMISSIONS D'ÉTUDESLe **premier rapport annuel des Commissions d'études de l'UIT-D**, intitulé "[Tendances relatives aux nouvelles technologies, aux nouveaux services et aux nouvelles applications en matière de radiodiffusion](https://www.itu.int/oth/D0717000001/)" (Question 2/1) a été publié pendant la réunion de la Commission d'études 1 de l'UIT‑D. Ce produit donne des informations sur les dernières tendances dans le domaine de la radiodiffusion, notamment les scénarios concernant les nouveaux services fondés sur les technologies les plus récentes. Il met en évidence les travaux qui sont menés à bien au sein de l'UIT‑T et les manifestations qui ont été organisées récemment, et présente les incidences économiques et réglementaires pour les utilisateurs finals, les parties prenantes et les organismes réglementaires.Deux ateliers, qui ont été organisés à l'occasion des réunions du Groupe du Rapporteur de la Commission d'études 1 de l'UIT-D tenues en septembre 2019, ont permis de présenter des conclusions intéressantes. [L'atelier sur la connectivité rurale](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/meetings/session-Q5-1-sept19.aspx) a mis en avant les principaux problèmes, par exemple sur le plan des coûts, qui se posent pour ce qui est de connecter les populations des zones rurales, et il a été fait remarquer que, contrairement à ce que l'on pourrait croire, ce ne sont ni le spectre, ni la couverture qui constituent un obstacle dans les efforts visant à connecter ceux qui ne le sont pas encore. [L'atelier sur la mise en œuvre de projets en matière de large bande](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/meetings/session-Q1-1-sept19.aspx) a permis de diffuser des renseignements, de présenter des exemples de réussite et de signaler les difficultés rencontrés dans le cadre de projets de ce type dans toutes les régions. Les exposés sont publiés sur les sites web consacrés à ces ateliers.Un atelier, intitulé "*Conformité et interopérabilité des TIC: défis pour les pays en développement*" a été organisé à l'occasion de la réunion sur la Question 4/2 (Assistance aux pays en développement concernant la mise en œuvre des programmes de conformité et d'interopérabilité et lutte contre la contrefaçon d'équipements TIC et le vol de dispositifs mobiles) confiée à la Commission d'études 2 de l'UIT-D. Cette manifestation a permis d'examiner et de proposer des solutions concernant les produits TIC en tant que catalyseurs des ODD, les moyens de collaboration innovants et les nouvelles technologies (en particulier l'IoT). Les informations échangées lors de l'atelier ainsi que les enseignements tirés alimenteront le Rapport final sur la Question 4/2. Le programme et les exposés de l'atelier sont disponibles à [cette adresse](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/meetings/session-Q4-2-oct19.aspx).Un tutoriel sur l'intelligence artificielle et les technologies émergentes (<https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/meetings/tutorial_AI_oct19.aspx>), organisé à l'UIT parallèlement aux réunions des Groupes du Rapporteur des Commissions d'études de l'UIT-D, a permis aux États Membres, aux Membres de Secteur et au personnel de l'UIT d'en apprendre plus sur ce qui relève ou non de l'intelligence artificielle et sur les possibilités et les défis dans ce domaine. Des formateurs et des intervenants issus d'établissements universitaires, du secteur privé et d'organismes publics ont partagé leur points de vue, et les discussions ont mis en évidence certaines questions qu'il reste à résoudre en ce qui concerne les droits de propriété intellectuelle, l'éthique et la responsabilisation. Les exposés sont publiés sur le [site web](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/meetings/tutorial_AI_oct19.aspx) consacré à cet atelier.  |

# 9 Politiques et réglementation: Appuyer les cadres politiques et réglementaires relatifs au développement du marché numérique et au bien-être des utilisateurs

## 9.1 GSR-19

L'édition de 2019 du [Colloque mondial des régulateurs (GSR-19)](http://www.itu.int/gsr19), qui s'est tenue à Port-Vila (Vanuatu) du 9 au 12 juillet, a réuni plus de 325 participants, notamment des ministres, des directeurs d'autorités de régulation et des dirigeants d'entreprises de 64 pays. Placé sous la présidence de M. Brian Winji, Président de l'Autorité de régulation des télécommunications, des radiocommunications et de la radiodiffusion de la République de Vanuatu, le GSR-19 avait pour thème "*Connectivité inclusive: l'avenir de la régulation*". Le GSR-19 a adopté des lignes directrices relatives aux bonnes pratiques sur le thème "Accélérer la mise en place de la connectivité numérique pour tous". Ces lignes directrices favorisent l'élargissement des réseaux sur le dernier kilomètre pour permettre à chacun de participer à l'économie numérique et de recueillir les fruits de la transformation numérique.

## 9.2 Incidences positives du large bande

Une série de rapports ont permis de quantifier les incidences économiques positives du large bande, de la transformation numérique et de la réglementation des TIC [aux niveaux régional et mondial](https://www.itu.int/pub/D-PREF-EF.BDR-2018). Les principaux résultats de la modélisation économétrique par région indiquent qu'une augmentation de 10% du taux de pénétration du large bande mobile entraînerait une augmentation de 2,5% du PIB par habitant dans la [région Afrique](https://www.itu.int/pub/D-PREF-EF.BDT_AFR-2019), contre 1,9% dans la [région Amériques](https://www.itu.int/pub/D-PREF-EF.BDT_AM), 1,81% dans la région des États arabes, 0,51% dans la région [Asie-Pacifique](https://www.itu.int/pub/D-PREF-EF.BDT_AP-2019), 1,25% dans la région de la CEI et 2,1% dans la région Europe. En outre, les résultats des études régionales indiquent que les prix demeurent le principal levier de l'adoption du large bande. Une baisse des tarifs de 10% augmenterait le taux d'adoption de plus de 3% dans les régions de l'Afrique et des Amériques.

L'UIT a largement contribué à l'élaboration d'un rapport du Groupe de travail de la Commission "Le large bande au service du développement durable" sur le projet "Moonshot" d'infrastructure numérique pour l'Afrique, intitulé "[*Connecting Africa Through Broadband A strategy for doubling connectivity by 2021 and reaching universal access by 2030*](https://broadbandcommission.org/Documents/working-groups/DigitalMoonshotforAfrica_Report.pdf)" (Connecter l'Afrique grâce au large bande: Une stratégie pour doubler le taux de connectivité d'ici à 2021 et parvenir à un accès universel à l'horizon 2030). Ce rapport vise à quantifier le coût de la réduction de l'écart dans le domaine du large bande en Afrique et fournit une feuille de route et un plan d'action en vue de parvenir à une connectivité large bande universelle dans la région d'ici à 2030.

## 9.3 Outil de suivi réglementaire des TIC de l'UIT et rapport sur les perspectives d'évolution de la réglementation des TIC dans le monde

L'[outil de suivi réglementaire des TIC](https://www.itu.int/net4/itu-d/irt/#/tracker-by-country/regulatory-tracker/2018) de l'UIT a été publié afin d'appuyer la prise de décisions dans le domaine des politiques générales. Il regroupe 50 indicateurs qui s'articulent autour de quatre axes: organisme de réglementation, mandat réglementaire, régime réglementaire et cadres de la concurrence, et les données sont disponibles pour la période comprise entre 2007 et 2018.

## 9.4 Critères comparatifs et outils pour la réglementation collaborative

Les [critères de référence pour la réglementation de cinquième génération](https://www.itu.int/en/ITU-D/Conferences/GSR/2019/Documents/G5Benchmark_one-pager.pdf) ont été lancés lors du GSR-19, en tant que nouvel outil visant à modéliser le paysage et les outils réglementaires et à proposer des solutions collaboratives intersectorielles pour mettre en place une réglementation efficace aux fins de la transformation numérique. Sur la base d'une méthodologie solide et de données robustes, ces critères mettent en évidence les lacunes dans les cadres politiques existants en matière de transformation numérique et fournissent une feuille de route pour les réformes réglementaires futures. Ces critères de référence portent sur 80 pays de toutes les régions, avec des données pour 2018-2019. Selon l'analyse qui a été réalisée sur la base des critères de référence et de l'outil de suivi réglementaire des TIC, neuf pays sur dix disposent toujours d'une réglementation propre aux TIC, en tant que secteur économique distinct. Seize pays pionniers ont instauré une réglementation collaborative de cinquième génération et disposent aujourd'hui de cadres réglementaires complets tournés vers l'avenir afin de susciter la transformation numérique dans leurs économies. L'Europe se classe en tête des régions, puisqu'elle comprend 10 de ces 16 pays pionniers. Les six autres pays situés en dehors de l'Europe qui utilisent ces critères de référence sont le Brésil, le Canada, le Kenya, le Maroc, le Japon et Singapour.

## 9.5 Formation sur la réglementation

Une série de sessions de formation ont été organisées à l'intention des régulateurs au sujet des politiques et de la réglementation dans le domaine du numérique, de l'évolution du marché et des approches réglementaires collaboratives au service de la transformation numérique.

Dans le cadre de l'Académie de l'UIT, la GSMA a organisé une session de formation à l'intention des décideurs et des régulateurs pour leur donner un avant-goût des politiques relatives à la concurrence dans le secteur des TIC et de la téléphonie mobile, à l'occasion du GSR‑19. La session a consisté en une introduction d'une demi-journée sur le sujet, fondée sur le contenu d'un cours de formation de deux jours donnant lieu à une accréditation de l'UKTA (United Kingdom Telecoms Academy), concernant les politiques relatives à la concurrence à l'ère du numérique, cours qui a été proposé en ligne aux décideurs et aux régulateurs dans le cadre de l'Académie de l'UIT en 2019.

L'UIT, l'USTTI et le Groupe de la Banque mondiale ont œuvré en collaboration pour organiser une formation aux bonnes pratiques réglementaires à Nairobi (Kenya), à l'intention de responsables d'Eswatini, d'Éthiopie, du Kenya, de Somalie, du Soudan du Sud et de la Sierra Leone. Ce programme d'une durée de trois jours, organisé avec l'appui important fourni par l'Autorité des communications du Kenya et l'Union africaine des télécommunications (UAT), portait sur le rôle de régulateur indépendant des communications, les cadres pour l'octroi de licences et les bonnes pratiques réglementaires propres à stimuler l'investissement.

## 9.6 Protection des consommateurs

Le Forum sur les consommateurs et le numérique de 2019 pour l'Afrique, qui portait sur la protection des données, le respect de la vie privée des consommateurs, la confiance et la sécurité, a eu lieu en Eswatini et a donné lieu à l'adoption d'un ensemble de recommandations et de lignes directrices relatives aux bonnes pratiques à l'intention des décideurs et des régulateurs de la région Afrique. Le forum a été précédé d'un atelier sur les approches collaboratives de la protection des consommateurs aux fins de l'inclusion financière numérique, avec la participation de divers acteurs représentant les secteurs de la finance et de l'assurance, des autorités locales et des établissements universitaires, notamment.

## 9.7 Initiative mondiale en faveur de l'inclusion financière

Une assistance a été fournie à la Chine, à l'Égypte et au Mexique en vue de tirer parti des TIC au service de l'inclusion financière numérique, dans le cadre de l'Initiative mondiale en faveur de l'inclusion financière, un programme triennal mené par l'UIT, le Groupe de la Banque mondiale et le Comité sur les paiements et les infrastructures de marché (CPMI) avec l'appui de la Fondation Bill & Melinda Gates. Les activités ont consisté à analyser les lacunes au regard de la nécessité de promouvoir une infrastructure TIC sécurisée et résiliente en Égypte, à cartographier l'infrastructure au Mexique, à définir des projets pilotes visant à tirer parti des TIC afin de promouvoir les services financiers numériques pour mettre fin à la pauvreté en Chine et à définir et mettre en place des mécanismes de réglementation collaborative afin de poser les bases d'une approche faisant intervenir toutes les entités publiques au Mexique.

## 9.8 Recommandations du Groupe de travail Union européenne/Union africaine sur l'économie numérique

En sa qualité de membre actif du [Groupe UE/UA sur l'économie numérique (DETF UE-UA)](https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/news/new-africa-europe-digital-economy-partnership-report-eu-au-digital-economy-task-force), l'UIT a contribué à l'élaboration d'une vision commune, d'un ensemble de principes communs et d'une liste de recommandations et de mesures stratégiques au sein d'un rapport visant à éliminer les principaux obstacles auxquels est confrontée l'Afrique dans ses efforts visant à développer l'économie et la société numériques. Les principaux domaines consistent notamment: à accélérer la réalisation de l'accès universel au haut débit abordable; à garantir des compétences essentielles pour tous afin de permettre aux citoyens de s'épanouir à l'ère numérique; à améliorer le climat des affaires et à faciliter l'accès au financement et aux services de soutien aux entreprises pour stimuler l'esprit d'entreprise à l'ère du numérique; et à accélérer l'adoption des services électroniques et le développement de l'économie numérique pour attendre les objectifs de développement durable. Ces recommandations et conclusions ont également été transmises à la Commission de l'Union africaine pour l'élaboration de la stratégie de l'Union africaine en matière de transformation numérique.

## 9.9 Assistance directe

Une assistance ciblée à l'intention des pays lusophones a été fournie à Sao-Tomé-et-Principe dans le domaine de la qualité de service en ce qui concerne les réseaux et du numérotage. Une assistance directe à Sao-Tomé-et-Principe a également été fournie aux fins d'une étude de tarification, et une formation a été organisée.

Une assistance directe a été fournie à la République démocratique du Congo concernant l'obligation de service universel au niveau national, et un atelier sur le numérotage a été organisé à Kinshasa.

|  |
| --- |
| INITIATIVES RÉGIONALESAsie-Pacifique: Favoriser un environnement politique et réglementaire propiceAvec l'appui de l'UIT, les ministres de l'ASEAN ont adopté des cadres sur l'obligation de service universel 2.0 et sur la protection en ligne des enfants.Une assistance spéciale a été fournie aux Îles Salomon pour examiner la législation relative aux télécommunications.Europe: Infrastructure large bande, radiodiffusion et gestion du spectreDeux pays ont bénéficié d'une assistance technique: un plan national relatif au développement du large bande pour 2020-2025 a été mis au point pour l'Albanie et un document stratégique spécial sur le développement de l'infrastructure TIC et l'investissement a été élaboré à l'intention de la Macédoine du Nord. |

|  |
| --- |
| COMMISSIONS D'ÉTUDESDes États Membres, Membres de Secteur et experts de l'UIT ont échangé leurs points de vue sur *la réglementation et les incidences économiques des OTT* lors des réunions des Groupes du Rapporteur de la Commission d'études 1 de l'UIT-D tenues en octobre. Grâce aux renseignements et aux avis précieux qui ont été présentés, les Groupes du Rapporteur pour la [Question 3/1](https://www.itu.int/net4/ITU-D/CDS/sg/rgqlist.asp?lg=1&sp=2018&rgq=D18-SG01-RGQ03.1&stg=1) (*Technologies émergentes, y compris l'informatique en nuage, les services sur mobile et les OTT: enjeux et perspectives, incidences sur le plan de l'économie et des politiques générales pour les pays en développement*) et la [Question 4/1](https://www.itu.int/net4/ITU-D/CDS/sg/rgqlist.asp?lg=1&sp=2018&rgq=D18-SG01-RGQ04.1&stg=1) (*Politiques économiques et méthodes de détermination des coûts des services relatifs aux réseaux nationaux de télécommunication/TIC, y compris les réseaux de prochaine génération*) disposent de tous les éléments nécessaires pour œuvrer à l'élaboration du rapport annuel conjoint en vue des réunions de la Commission d'études 1 de l'UIT-D qui auront lieu en février 2020. Les exposés et documents de travail sont disponibles sur le [site web](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/meetings/joint-session-Q3-1-Q4-1_oct19.aspx) de l'atelier. |

# 10 Statistiques: aider les pays à adopter des politiques relatives aux TIC fondées sur des données factuelles pour édifier des sociétés numériques inclusives

## 10.1 Série de publications "Measuring the digital development"

La série de publications statistiques et analytiques "Measuring digital development" (Mesurer le développement numérique) a été lancée en 2019. La première de ces publications – [Faits et chiffres 2019](https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/facts/default.aspx) – donne un aperçu des principaux indicateurs des TIC et des estimations de l'UIT pour 2019. Les résultants montrent notamment que plus de la moitié des femmes dans le monde (52%) n'utilisent toujours pas l'Internet, contre 42% de l'ensemble des hommes.

## 10.2 Renforcement des capacités en matière de statistiques

Un atelier sur les statistiques relatives aux TIC a été organisé à Tachkent (Ouzbékistan) à l'intention de responsables de bureaux nationaux de la statistique et de coordonnateurs chargés des statistiques relatives aux TIC au sein des ministères des communications et des régulateurs dans des pays de la région des États arabes et de la CEI. Un atelier analogue a été organisé pour la région Afrique. L'atelier avait pour objet de renforcer la capacité des pays de ces régions à produire des statistiques et des indicateurs nationaux sur les télécommunications et les TIC, conformément aux normes internationales. Une attention particulière a été accordée aux indicateurs fondamentaux utilisés dans la base de données sur les indicateurs des télécommunications/TIC dans le monde (WTI) de l'UIT.

## 10.3 Réunions des groupes de spécialistes des statistiques

La dixième réunion du [Groupe d'experts sur les indicateurs des télécommunications/TIC (EGTI)](https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/events/egti2019/default.aspx) a eu lieu à Genève (Suisse) les 17 et 18 septembre 2019, juste avant la septième réunion du [Groupe d'experts sur les indicateurs relatifs à l'utilisation des TIC par les ménages (EGH)](https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/events/egh2019/default.aspx), qui s'est tenue les 19 et 20 septembre 2019. Environ 130 participants ont assisté aux réunions, parmi lesquels des spécialistes représentant des régulateurs, des opérateurs de télécommunication, des ministères et des bureaux nationaux de la statistique de 64 pays, ainsi que des Membres du Secteur de l'UIT-D et des représentants d'autres institutions des Nations Unies et d'organisations régionales.

L'ordre du jour de la réunion du Groupe EGTI portait sur les sujets suivants: indicateurs pour la qualité de service, méthode de mesure du trafic Internet large bande fixe; indicateurs sur l'itinérance internationale; indicateurs relatifs aux prix; indicateurs sur l'attribution/assignation des fréquences; et révision du Manuel de l'UIT sur les indicateurs des télécommunications. La réunion du Groupe EGH a servi de cadre à des discussions concernant l'amélioration de la mesure des capacités dans le domaine des TIC et du nombre d'internautes, à la révision du Manuel de l'UIT sur la mesure de l'accès des ménages et des particuliers aux TIC et de l'utilisation de ces technologies, et à l'élaboration d'un questionnaire type sur l'utilisation des TIC par les ménages, ainsi que de modules thématiques. Les participants aux réunions sont convenus de la marche à suivre pour faire progresser les travaux sur ces sujets.

## 10.4 Partenariat sur la mesure des TIC au service du développement

L'UIT continue de jouer un rôle actif au sein du Partenariat sur la mesure des TIC au service du développement et figure, aux côtés de la CNUCED et de l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU), parmi les trois membres de la Commission de direction de ce Partenariat. En 2019, le partenariat a continué de participer activement au suivi des objectifs de développement durable (ODD) par l'intermédiaire de son Groupe d'action sur les TIC au service des ODD, dirigé conjointement par l'UIT et le Département des affaires économiques et sociales (DAES) de l'ONU. Lors de l'édition de 2019 du Forum du SMSI, le Partenariat a organisé une session, intitulée *"Mesurer les progrès accomplis sur la voie de la réalisation des ODD au moyen des indicateurs TIC"*, visant à examiner les progrès accomplis par le Groupe d'action et à présenter un projet de liste thématique des indicateurs TIC, laquelle peut être utilisée par les pays pour mesurer la disponibilité et l'utilisation des TIC dans des secteurs pertinents au regard des ODD qui ne sont pas pris en compte dans le cadre mondial pour les indicateurs relatifs aux ODD. La liste comporte 26 indicateurs TIC portant sur 27 cibles associées à 11 ODD, indicateurs ayant été examinés et approuvés dans le cadre d'un processus de consultation mobilisant des gouvernements et des organisations internationales. La liste définitive a été soumise pour approbation en vue de la 51ème session de la Commission des statistiques des Nations Unies (UNSC), qui aura lieu en mars 2020.

|  |
| --- |
| COMMISSIONS D'ÉTUDESSuivant les orientations des États Membres et des Membres de Secteur de l'UIT, des mesures concrètes ont été prises en ce qui concerne la coordination des activités liées au statistiques entre les Commissions d'études de l'UIT-D et les Groupes EGTI et EGH. Des spécialistes et des membres des équipes de direction participent aux réunions des autres groupes et rendent compte des questions présentant un intérêt commun. Pour la première fois, des notes de liaison ont été échangées entre les groupes. Ces activités de collaboration visent à contribuer à la mise en œuvre de la Résolution 131 (Rév. Dubaï, 2018) de la Conférence de plénipotentiaires de l'UIT et de la Résolution 8 (Rév.Buenos Aires, 2017) de la CMDT et à partager des renseignements. |

# 11 Travaux des commissions d'études

## 11.1 Commissions d'études 1 et 2 de l'UIT-D: produits annuels

Deux produits annuels ont été publiés pendant les réunions annuelles des Commissions d'études de l'UIT-D:

• [**Tendances relatives aux nouvelles technologies, aux nouveaux services et aux nouvelles applications en matière de radiodiffusion**](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/OngoingWork.aspx) (Question 2/1): Ce produit donne des informations sur les dernières tendances dans le domaine de la radiodiffusion, notamment les scénarios concernant les nouveaux services fondés sur les technologies les plus récentes. Il met en évidence les travaux qui sont menés à bien au sein de l'UIT-T et les manifestations qui ont été organisées récemment, et présente les incidences économiques et réglementaires pour les utilisateurs finals, les parties prenantes et les organismes réglementaires.

• [**Créer des sociétés intelligentes selon une approche globale**](https://www.itu.int/en/ITU-D/Study-Groups/2018-2021/Pages/OngoingWork.aspx) (Question 1/2): Ce produit décrit les principes fondamentaux qui contribuent à l'élaboration d'une approche globale pour la création de sociétés intelligentes. Il contient également un exemple d'architecture d'une ville intelligente sur la base de ces concepts clés et un résumé de certaines études de cas de pays sur les villes intelligentes.

## 11.2 Ateliers/tutoriels liés aux Commissions d'études de l'UIT-D

Plusieurs ateliers/tutoriels ont été organisés en parallèle des réunions du Groupe du Rapporteur tenues en 2019. Ils ont permis d'accroître la sensibilisation et d'élargir le champ des connaissances sur plusieurs Questions à l'étude. Les résultats de ces ateliers ont servi de base à l'élaboration de nouveaux produits annuels et d'un projet de lignes directrices pour 2020 et contribueront à l'élaboration des rapports finals sur les Questions confiées au Commissions d'études.

On trouvera de plus amples informations sur les travaux menés par les Commissions d'études 1 et 2 de l'UIT-D dans les Documents [TDAG-20/12](https://www.itu.int/md/D18-TDAG25-C-0012/) et [TDAG-20/13](https://www.itu.int/md/D18-TDAG25-C-0013/).

|  |
| --- |
| Assistance aux PMA, aux PEID et aux PDSLLes travaux du BDT, centrés sur des axes de travail cohérents et ciblés, concernent les pays les moins avancés (PMA), les petits États insulaires en développement (PEID) et les pays en développement sans littoral (PDSL). Comme indiqué dans le présent document, une assistance a été fournie aux pays suivants en 2019: Eswatini, Malawi, Libéria, Soudan du Sud, Ouganda, Gambie, Burundi, Sao‑Tomé‑et‑Principe, Érythrée, Saint-Kitts-et-Nevis, Mauritanie, Comores, Somalie, Yémen, Fidji, Kirghizistan, Mongolie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Vanuatu, Kiribati, Samoa, Tonga, Tuvalu, Îles Salomon, Lao R.d.p., Myanmar, Cambodge et Macédoine du Nord.De plus, des rapports particuliers ont été élaborés afin de résoudre les problèmes que rencontrent ces pays. À titre d'exemple, l'étude de l'UIT-D sur les incidences économiques du large bande dans les PMA, les PDSL et les PEID, élaborée dans le cadre d'une coopération avec le Bureau du Haut Représentant des Nations Unies pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement (UN-OHRLLS), confirme que le large bande fixe et mobile a des incidences positives dans les pays les plus vulnérables. Un deuxième rapport, intitulé "Les TIC et les petits États insulaires en développement: un examen à mi-parcours de la voie suivie par le Samoa", montre que les PEID ont réalisé des progrès en ce qui concerne l'objectif d'universalité des réseaux TIC et de l'accès abordable à ces réseaux depuis la conférence tenue au Samoa. Toutefois, les progrès sont inégaux et il existe un écart considérable entre les PEID obtenant les meilleurs résultats et les autres pays. |

# 12 Forums régionaux de développement

Une série de Forums régionaux de développement ont été organisés à travers le monde. Ces Forums offrent une occasion précieuse d'examiner des questions liées au développement avec un large éventail de parties prenantes sur le terrain.

Beyrouth (Liban)

Le Forum régional de développement pour les États arabes s'est tenu à Beyrouth (Liban) et a été organisé dans le cadre des activités du Forum de haut niveau pour les États arabes sur le Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) et le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Ce Sommet a été organisé et accueilli par la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale (CESAO) en collaboration avec le bureau régional de l'UIT pour les États arabes. Le Forum a fait office de réunion de coordination régionale pour les États Membres et les Membres de Secteur de l'UIT et a permis d'examiner la mise en œuvre du Plan opérationnel pour 2018 adopté par la CMDT-17 ainsi que du Plan opérationnel pour 2019. Il a également servi de cadre à un dialogue de haut niveau entre les États Membres et Membres de Secteur de l'UIT et d'autres parties prenantes de la région des États arabes, afin de susciter des synergies, de créer de nouveaux partenariats et de convenir des priorités pour la période future.

Asunción (Paraguay)

Le Forum a été organisé le 30 septembre à Asuncion (Paraguay), juste avant la 35ème réunion du Comité consultatif permanent I (PCC I) de la Commission interaméricaine des télécommunications (CITEL), à l'aimable invitation de CONATEL Paraguay.

Les principales orientations stratégiques identifiées dans la région concernaient le renforcement de la connectivité, l'amélioration de l'accessibilité financière des services, la réduction de la fracture numérique grâce aux compétences numériques et les alliances stratégiques politiques et réglementaires centrées sur les personnes. Lors du Forum régional de développement pour les Amériques, les participants ont mis en évidence la nécessité, pour la région, d'accélérer la mise en œuvre de mesures concrètes en ce qui concerne la quatrième révolution industrielle et de mettre en place des cadres réglementaires et des politiques souples et adaptables dans le domaine de la convergence des services. En outre, les participants ont souligné la nécessité de renforcer les compétences numériques élémentaires pour autonomiser les personnes défavorisées; d'investir dans l'innovation, l'infrastructure et la transformation numérique; et d'améliorer la coopération entre les secteurs public et privé.

Rome (Italie)

Le Forum régional sur le développement pour l'Europe a été organisé par le Ministère du développement économique de l'Italie. Il s'est tenu juste avant la réunion de la Com-ITU de la CEPT (7-9 mai 2019). Il a également servi de cadre à un dialogue de haut niveau entre les États Membres et Membres de Secteur de l'UIT de la région Europe et d'autres parties prenantes. Cette manifestation a donné lieu à l'élaboration d'un plan d'action pour la région portant sur les résultats attendus des initiatives régionales de l'UIT.

# 13 2020: Nouer des partenariats au service de la transformation numérique

Ce rapport montre que le monde numérique d'aujourd'hui nécessite une collaboration étroite reposant sur la coopération, le partage des ressources et des mécanismes où tous les acteurs – pouvoirs publics, secteur privé et utilisateurs – sont gagnants. Il est essentiel d'adopter une approche plus globale faisant intervenir toutes les entités publiques, dans laquelle la technologie est un service de base fondamental qui est utile à tous.

Le BDT met particulièrement l'accent sur la conclusion de partenariats stratégiques profitables à toutes les parties qui ouvrent la voie à la collaboration en vue d'obtenir des résultats concrets et de qualité et de produire de plus grandes répercussions. Dans ce contexte, le BDT continue d'entretenir des relations avec les partenaires existants, d'identifier de nouveaux partenaires et de nouer un dialogue avec eux, et de fidéliser les Membres du Secteur de l'UIT-D et d'en attirer de nouveaux, afin d'attirer des ressources pour financer des projets de grande envergure de façon à appuyer la mise en œuvre efficace du Plan d'action de Buenos Aires aux niveaux mondial, régional et national.

En 2020, le BDT continuera de mettre en œuvre le Plan d'action de Buenos Aires grâce à ses priorités thématiques, afin de produire des effets durables et d'avancer sur la voie de la transformation numérique pour tous en 2020 et au-delà. De plus, 2020 offrira l'occasion de mettre à profit l'adoption des nouvelles technologies, mais aussi d'améliorer et d'élargir les méthodologies existantes et d'en inspirer d'autres grâce aux bonnes pratiques. Dans le cadre d'une action collective, le BDT peut continuer à transformer le monde numérique et animer les débats en vue d'une transformation numérique inclusive.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. [EQUALS](http://www.equals.org), partenariat mondial pour l'égalité hommes-femmes à l'ère du numérique, vise à faire en sorte que les jeunes filles et les femmes bénéficient d'un accès et acquièrent les compétences nécessaires pour travailler dans le secteur des TIC et à renforcer la capacité des jeunes filles et des femmes à assumer de hautes responsabilités et à réussir dans ce secteur. Ce partenariat a été fondé par l'UIT, ONU-Femmes, la GSMA, le Centre de commerce international (CCI) et l'Université des Nations Unies (UNU) et est dirigé par une commission de direction (dont fait partie l'UIT) qui fournit des orientations stratégiques sur le développement du partenariat. À l'heure actuelle, plus de 90 partenaires issus de chaque région du monde ont répondu à l'appel à l'action pour établir un cadre collaboratif et coordonné pour que les parties prenantes prennent des engagements précis et concrets dans quatre principaux axes de coalition (Accès, Compétences, Rôle directeur et Recherche), afin de contribuer à aborder les multiples facettes de la fracture entre les hommes et les femmes en matière de technologies. [↑](#footnote-ref-1)